



Progrès de mise en oeuvre du développement durable en Afrique **Rapport récapitulatif**



Commission économique
pour l'Afrique



RIO+20

Conférence des Nations Unies
sur le développement durable

Progrès de mise en oeuvre du développement durable en Afrique Rapport récapitulatif



Commission économique
pour l'Afrique



Commission de l'Union
africaine



Banque africaine de
développement



Programme des Nations
Unies pour le développement



Programme des Nations
Unies pour l'environnement

Commandes

Pour commander des exemplaires du rapport *Progrès de mise en oeuvre du développement durable en Afrique Rapport récapitulatif*, de la Commission économique pour l'Afrique, veuillez contacter:

Publications

Commission économique pour l'Afrique
P.O. Box 3001
Addis-Abeba, Éthiopie

Tél: +251-11- 544-9900

Télécopie: +251-11-551-4416

Adresse électronique: ecainfo@uneca.org

Web: www.uneca.org

© Commission économique pour l'Afrique, 2012

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage: mai 2012

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Production, création et publication par la Section des publications et de la gestion des conférences de la CEA.

Photographies de la page de couverture: UN Photo/Tim McKulka, Stock.xchng/Lars Sundstrom, Robert Parzychowski, Nate Brelsford, UN Photo/Fred Noy, Stock.xchng/Patrick Hajzler, UN Photo/Martine Perret, Stock.xchng/Robert Linder.

Table des matières

Abréviations et acronymes.....	v
Remerciements	vii
I. Introduction.....	1
II. Le concept de développement durable	3
III. Mise en oeuvre des engagements en matière de développement durable: progrès et défis	4
1. Progrès à l'échelle mondiale – Aperçu synoptique	4
2. Défis rencontrés à l'échelle mondiale dans la mise en œuvre des engagements	6
3. Résultats obtenus par l'Afrique	7
4. Difficultés rencontrées	8
1. Gouvernance et institutions	10
2. Développement économique durable	13
IV. Comblar les lacunes de la mise en œuvre et moyens nécessaires	30
V. Conclusions et recommandations	36
1. Cadre institutionnel et politique de développement durable	38
2. Dirigeants politiques et volonté politique	38
3. Gouvernance, processus et programmes.....	39
4. Cadre de renforcement des capacités humaines et institutionnelles.....	39
5. Ressources financières.....	40
6. Partenariats et responsabilités communes.....	41
7. Intégration, suivi et évaluation des programmes et de leur exécution	42
Références	43

Abréviations et acronymes

ACBF	Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique
AMCEN	Conférence ministérielle africaine sur l'environnement
APCN	Agence de planification et de coordination du NEPAD
APD	Aide publique au développement
ASDI	Agence suédoise de développement international
ASTII	Initiative africaine en matière d'indicateurs, science, technologie et innovation
BAD	Banque africaine de développement
CAD	Comité d'aide au développement
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CDSF	Cadre stratégique pour le renforcement des capacités de l'UA-NEPAD
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CER	Communautés économiques régionales
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
COMESA	Marché commun des États de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
CUA	Commission de l'Union africaine
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMI	Fond monétaire international
FOCAC	Forum sur la coopération sino-africaine
GTZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
IFI	Institution financière internationale
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
IISD	Institut international du développement durable
MAEP	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
MCR	Mécanisme de coordination régionale
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique
PIDA	Programme de développement des infrastructures en Afrique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (juin 2012)
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UA	Union africaine
UE	Union européenne
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Remerciements

Le présent rapport, intitulé « Rapport africain d'évaluation des progrès réalisés en matière de développement durable » a été établi sous la supervision générale de M. Josué Dioné, Directeur de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Mme Isatou Gaye, Chef de la Section Environnement et développement durable de la Division, a donné des conseils et des orientation techniques lors de l'établissement du rapport.

Mme Alessandra Sgobbi a coordonné l'établissement du rapport avec l'appui de M. Charles Akol. Il convient aussi de remercier chaleureusement M. Genevesi Ogiogio, le consultant qui a aidé à rassembler les éléments du rapport.

Le rapport a bénéficié des contributions de fonds apportées par les participants à la Conférence préparatoire régionale à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), qui s'est tenue du 20 au 25 octobre 2011. La Conférence était organisée par la CEA, conjointement avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Banque africaine de développement (BAD), en partenariat avec les communautés économiques régionales, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et le PNUD.

Il convient aussi de remercier le personnel de la Section des publications et de la gestion des conférences de la CEA qui, sous la direction de M. Étienne Kabou, a assuré avec une efficacité remarquable l'édition, la frappe, la mise en page et l'impression du texte.

I. Introduction

A. Contexte

Le présent rapport a été établi en vue du Sommet¹ de Rio+ 20, qui sera organisé par les Nations Unies. Il présente une synthèse des efforts déployés par la région depuis le Sommet planète Terre de 1992 (le Sommet de Rio) jusqu'à la Conférence dite de Rio+20 sur le développement durable, prévue du 20 au 22 juin 2012, en passant par le Sommet mondial pour le développement durable (Rio+10). Il indique ainsi dans quelle mesure l'Afrique a réussi la mise en œuvre des engagements convenus internationalement et régionalement en matière de développement durable.

En juin 2012, le monde aurait fourni pendant exactement deux décennies des efforts en vue de mettre en place des stratégies et des institutions, de mettre en œuvre des politiques et des programmes, de créer des partenariats et de mobiliser des ressources pour passer d'un mode de développement conventionnel à celui de développement durable. Cette transition n'est plus un choix, mais une nécessité pour la survie à long terme de l'humanité. Ainsi, du 20 au 22 juin 2012, le monde convergera vers Rio de Janeiro (Brésil) pour participer à la Conférence des Nations Unies pour le développement durable afin de passer en revue les questions, les engagements et les progrès relatifs à la mise en œuvre d'Action 21, adopté au Sommet de la Terre de 1992, tenu à Rio du 3 au 14 juin 1992, et renforcé par le Programme de 1997 relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et par le Sommet mondial pour le développement durable tenu du 26 août au 4 septembre 2002, qui a donné lieu au Plan de mise en œuvre de Johannesburg. Prescrite par une décision de l'Assemblée générale en décembre 2009, la Conférence de Rio+20 examinera des questions allant de l'aspect politique à l'aspect opérationnel. Sur la dimension politique, il ranimera et intensifiera l'engagement politique en faveur du développement durable et renouvellera l'appel à toutes les régions et pays pour qu'ils redoublent d'efforts et obtiennent des résultats. S'agissant de l'aspect opérationnel, il évaluera les progrès réalisés depuis le Sommet de 1992, ainsi que les lacunes identifiées dans la mise en œuvre des engagements et examinera les nouveaux défis. Les débats porteront sur deux thèmes principaux, à savoir l'économie verte dans le cadre d'un développement durable et l'éradication de la pauvreté, et le cadre institutionnel du développement durable.

Le monde a réalisé des progrès jamais atteints auparavant depuis que l'attention a été systématiquement appelée sur la nécessité de se soucier de l'environnement et de relier délibérément les éléments économiques, sociaux et environnementaux dans un processus de développement intégré que l'on connaît de nos jours sous le nom de développement durable. Progressivement, au cours des 50 dernières années, la communauté internationale a pris conscience de manière particulièrement aiguë du développement durable et s'en est préoccupée de façon nettement plus vive en raison de l'ampleur des problèmes environnementaux et sociaux auxquels le monde s'est retrouvé confronté sur la voie de développement insoutenable dans laquelle il s'était engagé. Cette préoccupation, qui a donné lieu à Action 21, au Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et au Plan de mise en œuvre de Johannesburg, a été à l'origine de la définition

¹ Pour des informations complémentaires et détaillées, il conviendra de lire le présent parallèlement à d'autres rapports commandés par la CEA aux fins de la préparation de la région à la Conférence de Rio+20. Il s'agit des rapports suivants : Cadre institutionnel et stratégique pour le développement durable; Nouveaux défis en matière de développement durable; l'Économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté – les implications pour l'Afrique; Moyens de mise en œuvre. Lacunes à combler; et les cinq rapports d'examen pour l'Afrique central, l'Afrique de l'Est, du Nord, l'Afrique austral et l'Afrique de l'Ouest.

du cadre au sein duquel les pays devront mettre en œuvre le développement. Bien qu'il y ait eu des progrès dans la mise en œuvre des engagements pris dans ces cadres, les données disponibles soulignent la nécessité pour les pays et les régions de faire davantage d'efforts pour réaliser le développement durable.

La Conférence de Rio + 20 est organisée au moment où les défis du développement mondial et régional poussent les stratégies de développement jusqu'aux dernières limites des connaissances et de l'innovation. De nos jours, le monde demeure particulièrement vulnérable. Les catastrophes naturelles ont continué de dévaster des régions et des pays entiers; l'économie mondiale devient de plus en plus instable et a été durement touchée à divers degrés par des crises financières, alimentaire et énergétique, une faible croissance, un chômage qui ne cesse d'augmenter, des dettes considérables et l'incapacité de réaliser l'objectif le plus important parmi ceux du Millénaire pour le développement (OMD), à savoir l'éradication de la pauvreté dans les pays en développement. Les pays développés sont confrontés à une crise de la dette souveraine dont la solution nécessite une réforme économique, alors que les pays en développement sont encore aux prises avec des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des objectifs dudit Millénaire, en particulier l'éradication de la pauvreté, qui dans certaines situations a été aggravée par la baisse de la productivité agricole, l'augmentation des prix des produits alimentaires et les effets des changements climatiques. Pour l'ensemble de la région Afrique, atteindre les objectifs définis dans le cadre du Millénaire est une condition préalable inévitable pour le décollage dans le domaine du développement durable. Il est donc nécessaire de se remettre au travail pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements relatifs au développement durable dans un contexte de problèmes liés à la pauvreté, mais il faudra toutefois faire plus que relancer tout simplement l'engagement politique et rajouter d'autres prescriptions normatives à celles dont le nombre croît rapidement dans le domaine du développement durable. La nécessité d'obtenir des résultats sans tarder est aujourd'hui plus pressante qu'il y a deux décennies. Aussi Rio + 20 doit-il montrer la voie et préparer le terrain pour l'obtention de résultats concrets.

Il convient de rappeler que le premier examen quinquennal de la mise en œuvre d'Action 21, effectué en 1997, a fait état de faibles progrès. Il était évident alors que l'engagement politique et l'élan qu'on souhaitait imprimer pour accélérer la mise en œuvre étaient insuffisants. Cela a donné lieu à l'organisation en 2002 du Sommet mondial pour le développement durable, qui a servi de cadre pour un autre examen décennal de la mise en œuvre des résultats du Sommet de 1992 tenu à Rio, en particulier Action 21, et constituait une réponse au besoin de redynamiser l'engagement mondial en faveur du développement durable. Si le Sommet mondial de 2002 a bien relevé des résultats encourageants dans la mise en œuvre d'Action 21 au cours de la première décennie, il était manifeste que l'Afrique se devait de redoubler d'efforts. Le Rapport africain d'évaluation des progrès réalisés en matière de développement durable a pour objet d'évaluer les résultats accomplis depuis 2002, et cumulativement depuis 1992.

La Conférence de Rio + 20 est importante à plus d'un titre. Elle fournira l'occasion de procéder à une évaluation approfondie des résultats obtenus dans la mise en œuvre des engagements en matière de développement durable. L'importance de cette conférence réside également dans la nécessité de renouveler l'engagement politique et de trouver, surtout, une solution au problème des ressources. Selon les estimations, les pays en développement auraient besoin chaque année de financements s'élevant à quelque 600 milliards de dollars des États-Unis, dont environ 125 milliards sous forme d'aide ou à des conditions concessionnelles de la part de la communauté internationale pour mettre en œuvre les engagements en matière de développement durable défi-

nis dans Action 21.² Sachant que les ressources financières et techniques constituent certains des moyens les plus contraignants en matière de mise en œuvre et que seuls quelques pays africains ont mis au point des stratégies nationales bien articulées en matière de développement, la région Afrique aura à mettre en œuvre un programme de développement post-Rio+20 bien difficile à réaliser.

B. Objectif, portée et méthodologie du Rapport

Le présent rapport a pour objet l'actualisation, à l'intention du Sommet Rio + 20, des résultats obtenus par la région Afrique dans la mise en œuvre des engagements mondiaux et régionaux en matière de développement durable. S'agissant des questions traitées, leur analyse est fondée sur les progrès accomplis à l'échelle régionale et sous-régionale. Toutefois, chaque fois que c'est nécessaire, les résultats obtenus à l'échelle nationale sont utilisés en tant que concrétisation des progrès réalisés. Le rapport a été élaboré sur la base d'études documentaires. Il doit beaucoup aux rapports établis par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et puise largement dans les données et informations recueillies auprès notamment de la CUA, de la BAD, de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (APCN), du PNUE, des communautés économiques régionales (CER), des mécanismes de coordination régionale des Nations Unies pour l'Afrique, des institutions et des réseaux régionaux de recherche et des plateformes du partage du savoir.

L'évaluation des résultats obtenus par l'Afrique était fondée sur les engagements et obligations mondiaux figurant dans les cadres suivants : Action 21 ; le Sommet de Rio tenu du 3 au 14 juin 1992; le Programme de 1997 relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 ; le Plan de mise en œuvre de Johannesburg ; le Sommet mondial pour le développement durable tenu du 26 août au 4 septembre 2002 ; les objectifs du Millénaire pour le développement de septembre 2000 ; la Déclaration de Paris de mars 2005 et le Programme d'action d'Accra de septembre 2008. L'évaluation portait sur les cinq domaines suivants, à savoir : les engagements ; les réalisations ; les obligations financières ; l'appui nécessaire obtenu (financier et technique, etc.) et les lacunes de mise en œuvre.

II. Le concept de développement durable

A. Définition du concept

Le développement durable est un concept déjà bien connu. Le présent rapport est guidé par la définition arrêtée par la Commission Brundtland, pour laquelle le développement durable est celui qui « répond aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des futures générations de répondre aux leurs ». ³ Le concept de développement durable place les défis en matière de croissance et de développement dans le contexte de la capacité d'absorption des écosystèmes naturels et reconnaît que leur capacité a des limites. Il met également l'accent sur l'équité intra et intergénérationnelle. Dans les années 70, les préoccupations en matière de développement concernaient la viabilité économique et les écologistes attiraient l'attention sur les limites de la croissance. Depuis, on s'est surtout soucié de la stabilité de l'économie, dont l'équilibre permet

² Voir iisd, APFED1/02 Réf. 6, 7 janvier 2002.

³ En 1987, les Nations Unies ont publié le Rapport Brundtland, qui comprenait ce qui est de nos jours une des définitions les plus reconnues, à savoir que « le développement durable est un développement qui répond aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des futures générations de répondre aux leurs ».

de s'occuper des questions environnementales. Ainsi, le concept en question est né d'une évolution graduelle des théories de développement et leurs centres d'intérêt. Dans les années 50 et 60, le développement était axé essentiellement sur la croissance économique et les augmentations de la production fondée sur les théories de l'efficacité. Toutefois, les constatations faites dans les années 70 concernant le fossé qui se creusait de plus en plus entre les riches et les pauvres au sein des régions et entre elles ont provoqué un changement d'orientation en faveur des questions d'équité, l'accent étant mis sur le développement social et la répartition des revenus en tant qu'éléments clefs. Pendant la même période, les observations concernant les incidences de la croissance économique sur l'environnement ont mis en évidence l'importance d'intégrer les préoccupations d'ordre environnemental dans les programmes de développement. C'est en tenant compte de ce contexte qu'on peut affirmer que le travail important accompli par la Commission mondiale de l'environnement et du développement (CMED), connue ultérieurement sous le nom de Commission Brundtland, a contribué grandement à la reconnaissance de la nécessité d'intégrer les préoccupations d'ordre économique, social et environnemental dans le processus de développement.

B. Piliers du développement durable

L'analyse du concept de développement durable est généralement fondée sur trois piliers, à savoir la viabilité économique, la viabilité sociale et la durabilité environnementale, à propos desquelles un consensus fort existe entre la communauté internationale, les institutions chargées de la gestion du développement et les praticiens du développement. Outre ce consensus, le présent rapport souligne le rôle et l'importance de la gouvernance et des institutions en tant que pilier fondamental et primordial du développement durable. Ainsi, les éléments examinés sont *la gouvernance des institutions, la viabilité économique, la viabilité sociale et la durabilité environnementale*. D'égale importance dans l'analyse des progrès sont les interrelations entre les piliers et les moyens de mise en œuvre des engagements. Les lacunes dans les moyens de mise en œuvre donnent une idée sur la mesure dans laquelle la région peut réellement honorer ses engagements relatifs au développement durable.

III. Mise en œuvre des engagements en matière de développement durable: progrès et défis

A. Mise en œuvre des engagements en matière de développement durable, 1992-2002

1. Progrès à l'échelle mondiale – Aperçu synoptique

La Conférence organisée en 1992 par les Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) a constitué un forum et fourni des programmes politiques destinés à conduire la transition du développement traditionnel au développement durable. Action 21 a été acceptée par plus de 178 gouvernements en 1992.⁴ Les engagements ont été renforcés par le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21. Les faits indiquent que des progrès dans la

⁴ Environ 85 des 178 signataires d'Action 21 ont adopté des politiques et des programmes nationaux en faveur du développement durable.

réalisation des objectifs énoncés dans ces documents- cadres ont eu lieu, bien que plus lentement que prévu. On a également reconnu que l'intégration de l'environnement et du développement dans un cadre commun de développement durable demeurerait un défi. Dans le même temps, il a été constaté à l'échelle mondiale que la lutte contre la dégradation de l'environnement, l'appauvrissement de la biodiversité et la pauvreté n'a pas amélioré la situation au rythme envisagé par les divers engagements internationaux.⁵ Cela est également le cas pour le développement social, étant donné la vague de conflits appelant à des réformes politiques et l'amélioration de la qualité de la gouvernance.

Ainsi, trois principales tendances ont caractérisé les progrès obtenus dans la mise en œuvre des engagements en matière de développement durable au cours de la première décennie. Premièrement, le concept de développement durable a fait que la priorité était désormais accordée à l'évaluation des interactions complexes entre une multitude de facteurs environnementaux et de développement aux dépens de questions traitées isolément. Cela a marqué une transition vers le concept de durabilité. Deuxièmement, il y avait un mouvement descendant allant de directives normatives internationales à la mise en place d'institutions nationales et à l'application davantage d'approches locales. Troisièmement, les conditions nécessaires à la réalisation du développement durable figurant dans Action 21 et le programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 accordent une large place au développement et au partage des connaissances scientifiques et techniques. Cela a incité les institutions publiques et privées de par le monde à accorder davantage d'intérêt à la recherche.

À la fin de la première décennie, plus de 85 pays avaient élaboré des stratégies nationales pour la mise en œuvre d'Action 21. Des progrès ont été faits notamment dans les domaines suivants:

- (a) Élaboration à l'échelle nationale de stratégies, de politiques et de mécanismes de coordination institutionnelle en faveur du développement durable.
- (b) Intégration des stratégies de développement durable dans les plans et les cycles de planification nationaux.
- (c) Intégration des objectifs de développement durable dans les politiques et programmes sectoriels.
- (d) Renforcement des mécanismes pour la coordination avec les donateurs et entre eux à l'échelle nationale, conformément aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.
- (e) Amélioration des mécanismes institutionnels chargés du suivi de l'application des obligations internationales relatives à l'intégration de considérations environnementales dans les activités de développement.

Dans un certain nombre de pays en développement, les principes de développement durable avaient été intégrés dans les cadres nationaux, tels que les stratégies de conservation, les plans environnementaux, les déclarations de visions nationales principes et les initiatives nationales relatives à Action 21.

Le secteur privé est devenu de plus en plus conscient et sensibilisé aux engagements en matière de développement durable. Les sociétés, en particulier les multinationales, avaient commencé à

intégrer les obligations en matière de développement durable dans leurs activités. Un nombre croissant de sociétés avaient entamé des recherches et effectué des investissements dans la mise au point de technologies moins polluantes. Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable avait élaboré à l'intention d'entreprises très diverses un ensemble d'études de cas sur la transition vers la durabilité.

2. Défis rencontrés à l'échelle mondiale dans la mise en œuvre des engagements

Action 21 n'avait enregistré que de maigres résultats lorsque le Sommet mondial sur le développement durable s'est tenu en 2002, (Nations Unies, 2002). Parmi les défis rencontrés dans la mise en œuvre des engagements on peut citer :

- (a) *Une approche fragmentée du développement durable qui a dissocié l'environnement du développement.* Le concept de développement durable intègre l'environnement et le développement sur le long terme. Entre 1997 et 2002, les approches du développement durable étaient encore largement fragmentées, essentiellement en raison de politiques nationales et internationales à court terme qui n'intègrent pas suffisamment les considérations environnementales et celles relatives au développement.
- (b) *Un manque de politiques et d'approches nationales intégrées dans les domaines des finances, du commerce, de l'investissement, de la technologie et du développement durable.* Les considérations de court terme étaient dans une large mesure privilégiées par rapport à l'utilisation des ressources naturelles à long terme et les politiques étaient compartimentalisées.
- (c) *Le recours à des modes de consommation et de production non durables.* Les modes de consommation et de production non durables demeuraient enracinés dans des systèmes de valeurs qui incitaient à l'utilisation traditionnelle des ressources naturelles. Ces systèmes dont certains étaient bien enracinés culturellement s'étaient avérés difficiles à modifier.
- (d) *L'insuffisance des ressources financières et du transfert de technologie en provenance des pays développés.* L'aide publique au développement était loin de correspondre aux promesses faites par la communauté internationale et le fardeau de la dette limitait les possibilités de nombreux pays en développement de traiter efficacement les questions relatives à la durabilité. En outre, les investissements faits par le secteur privé étaient irréguliers et concentrés sur certains pays et secteurs particuliers. Le transfert des technologies vers les pays en développement était insuffisant.

À l'échelle locale, un certain nombre de problèmes ont été identifiés dans la réalisation des objectifs du développement durable. Parmi eux, les difficultés financières étaient les plus notables. D'autres facteurs comprenaient le manque d'appui de la part des gouvernements nationaux, le manque de responsabilisation, les difficultés rencontrées dans la mobilisation des collectivités, l'insuffisance des connaissances, des compétences techniques et des informations. Tous ces défis traduisaient un besoin urgent de mettre en place les capacités nécessaires afin de renforcer la prise de décision dans les domaines économique, social et environnemental. À la fin du Sommet mondial sur l'environnement durable de 2002, il ne faisait plus de doute qu'un certain nombre de principes fondamentaux devaient être appliqués pour mener à bien la mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, et du Plan de mise en œuvre de

Johannesburg qui venait d'être adopté. Deux de ces principes étaient cruciaux. Premièrement, il y avait un besoin urgent pour davantage de pays d'intégrer les obligations internationales dans les politiques nationales relatives au développement durable. Deuxièmement, le passage des critères normatifs aux programmes opérationnels doit s'accompagner de connaissances nouvelles (grâce à la recherche scientifique et technologique et à l'intégration du savoir autochtone) dans le cadre d'un processus social plus large de résolution des problèmes. Ainsi, il y avait une nécessité plus urgente pour l'application de nouvelles connaissances et la mise en œuvre de moyens novateurs, et pour la réorientation de la technologie afin de répondre aux défis liés à la durabilité.

Il était donc évident que les capacités nécessaires aux innovations technologiques devaient être grandement renforcées dans les pays en développement, de façon qu'ils puissent mieux relever les défis du développement durable. De même, on devait réorienter le développement technologique afin d'accorder davantage d'attention aux facteurs environnementaux. La relation entre l'environnement et le développement signifiait que le développement durable nécessitait un apport scientifique à la prise de décision ainsi que l'application des technologies. Depuis 1992, la science a joué un rôle central dans la résolution des problèmes liés à la mise en œuvre d'Action 21 dans des domaines comme les changements climatiques, le réchauffement de la planète, l'appauvrissement de la couche d'ozone, la pureté de l'eau, l'intégrité des terres et la qualité de l'air.

3. Résultats obtenus par l'Afrique

En 2002, plus de 95 % des pays africains avaient ratifié les Conventions de Rio : la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Des politiques et des législations nationales concernant l'environnement et le développement avaient été convenues et des traités internationaux sur l'environnement signés par la majorité des pays africains. À l'échelon national, un certain nombre de pays avait accompli des progrès dans l'élaboration de politiques et législations nationales qui portaient sur des questions ayant trait au développement durable. Des lois avaient été promulguées en ce qui concerne l'évaluation des impacts sur l'environnement ; l'utilisation durable de l'eau, des forêts et de la biodiversité, et la gestion des déchets solides. Au plan local, un nombre croissant d'activités relatives au développement durable étaient en cours de mise en œuvre dans quelque 28 pays africains.

Pendant la même période, les dirigeants africains ont continué de faire preuve d'engagement en examinant des problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des initiatives de développement durable depuis le Forum Rio+ 5 de 1997. La transformation de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) en Union africaine (UA) en 2001 représentait un pas important dans le processus de mise en œuvre des programmes de développement durable. L'UA représente l'expression la plus forte des aspirations du continent et de son engagement à renforcer l'intégration économique, politique et sociale dans le développement de la région afin d'améliorer la qualité de vie, promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance, ainsi que de résoudre et gérer les conflits.

À l'échelle régionale, la mise en place du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) témoigne des progrès accomplis dans la mise en œuvre des stratégies de développement durable. Élaboré par l'UA, ce programme, mis en place en 2001, représente de la part des dirigeants africains l'engagement de relever les défis multiformes liés au développement afin de réaliser les OMD et le développement durable. Le NEPAD reconnaît que l'éradication de la pau-

vreté et l'amélioration des conditions de vie au profit de la majorité de la population sont essentielles pour la réalisation du développement durable. Il souligne la responsabilité des dirigeants africains à définir les priorités nationales et régionales et à gérer le développement en persuadant les Africains à s'approprier leur développement et à le conduire.

À l'échelle sous-régionale, un certain nombre de communautés économiques régionales (CER) ont montré leur attachement à la mise en œuvre d'Action 21 et du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21. Des questions essentielles ont été traitées, parmi lesquelles on peut citer :

- (a) La mise en place d'une infrastructure régionale pour promouvoir le commerce et l'intégration.
- (b) Des réformes foncières pour gérer la diminution des surfaces de pâturage la dégradation des sols, et des programmes de gestion de l'environnement destinés à protéger et à remettre en état les ressources foncières.
- (c) La formation de groupes de travail chargés de promouvoir la gestion durable des forêts pour faire face à l'accroissement rapide de la population et aux demandes accrues de produits alimentaires et de ressources énergétiques, qui occasionnaient l'épuisement des ressources forestières.
- (d) L'adoption d'approches régionales pour intégrer la mise en valeur des ressources en eau et les gérer de façon à remédier aux effets des sécheresses récurrentes et de la pollution de l'eau et à répondre à la demande croissante en eau. Ces initiatives régionales ont contribué à prévenir les conflits concernant les ressources en eau partagées et à améliorer l'accès à l'eau potable. Certaines sous-régions ont également accompli des progrès grâce à la mise en œuvre de réformes visant à assurer une gestion durable des ressources en eau.

4. Difficultés rencontrées

Un nombre de pays de la région ont rencontré des difficultés dans la collecte et l'analyse des données nationales et infranationales concernant des questions de développement durable, telles que les inventaires des ressources naturelles, les changements climatiques et la désertification. Généralement, les rapports nationaux établis sur ces questions n'étaient pas satisfaisants. D'autres difficultés avaient trait à la nécessité de :

- (a) Renforcer les cadres institutionnels dans la plupart des pays aux fins de la coordination interministérielle et intersectorielle.
- (b) Améliorer la coordination entre les gouvernements, les ONG et le secteur privé.
- (c) Élaborer des cadres juridiques appropriés.
- (d) Organiser des consultations nationales avant la signature des accords internationaux et mettre en valeur les capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour traduire ces accords en programmes applicables.
- (e) Lutter contre la pauvreté, l'analphabétisme et la méconnaissance de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes de développement durable.
- (f) Remédier au fossé croissant entre l'accroissement de la population et la production nationale.

- (g) Intégrer efficacement la question d'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes au développement durable.
- (h) Renforcer la vision et l'engagement des dirigeants en ce qui concerne l'application des stratégies, politiques et programmes de développement durable.

Ainsi, entre 1992 et 2002, le plus clair des progrès obtenus par les pays africains dans la mise en œuvre des engagements en matière de développement durable a été essentiellement fait dans le domaine normatif par rapport au domaine opérationnel. À la clôture du Sommet mondial pour le développement durable de 2002, ce qui était évident et avait constitué une contribution au présent rapport est que l'Afrique avait besoin de ce qui suit:

- (a) Une meilleure intégration des principes de développement durable dans les politiques et les programmes nationaux de développement.
- (b) Un important pas en avant dans l'élaboration des principaux programmes stratégiques et opérationnels de développement durable.
- (c) Un guide sur un système d'indicateurs de développement durable qui pourrait être appliqué par tous les pays afin de permettre la comparaison des résultats. Ceux-ci devraient être inclus dans les statistiques nationales officielles aux fins du suivi et de l'évaluation des performances.
- (d) Un appui fort aux institutions et à la recherche pour renforcer l'intégration des secteurs économique, social et environnemental aux fins du développement durable.
- (e) Des réformes destinées à intégrer les questions de développement durable dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux.
- (f) Une meilleure coopération et coordination entre les organismes publics et toutes les parties prenantes, notamment les organisations de la société civile, dans l'élaboration des politiques et plans stratégiques de développement durable à l'échelle nationale et internationale et entre les comités de coordination intersectorielle et les équipes spéciales ; le renforcement des conseils et comités nationaux de développement durable pour guider l'élaboration et la mise en œuvre des programmes au titre des engagements énoncés dans l'Action 21 et le Plan de mise en œuvre de Johannesburg.
- (g) L'accessibilité d'un réseau d'informations concernant les questions de développement durable.
- (h) Un cadre et un plan d'action régionaux intégrés concernant le développement durable dans les cinq sous-régions et des programmes de développement durable continentaux, régionaux, nationaux et locaux bien élaborés pour appuyer et guider les efforts en matière de développement durable.
- (i) Davantage de participation de la part des parties prenantes grâce à des conférences, des séminaires, des ateliers et à l'utilisation des médias à des fins de sensibilisation et pour créer des espaces pour discuter librement des questions ayant trait au développement durable.
- (j) Des initiatives en faveur du renforcement des capacités pour appuyer le processus de développement durable.

B. Mise en œuvre des engagements en matière de développement durable depuis 2002

Dans le cadre de l'examen des résultats obtenus par la région Afrique depuis 2002, le présent rapport présente une analyse fondée sur quatre piliers, à savoir la gouvernance et les institutions, la viabilité économique, la viabilité sociale et la durabilité environnementale.

1. Gouvernance et institutions

La bonne gouvernance a été définie de façons diverses. Essentiellement, il s'agit de la manière dont les institutions publiques exercent leur pouvoir dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays aux fins du développement (Banque mondiale, 1989 : 60). Les facteurs importants dans ce domaine sont les processus de prise de décision et de mise en œuvre, la capacité des gouvernements d'élaborer et d'appliquer effectivement les politiques et les programmes, l'espace et la capacité pour la participation politique, ainsi que des systèmes électoraux efficaces, la paix et la sécurité. Parmi les éléments essentiels figurent l'efficacité dans la gestion du secteur public, l'obligation redditionnelle et la disponibilité des fonctionnaires vis-à-vis des citoyens, l'existence de l'État de droit, l'accès du public à l'information et la transparence, l'équité et l'intégration (Banque mondiale, 1992; 1994). L'analyse de la bonne gouvernance consiste à examiner la question des relations entre le gouvernement et les marchés, le gouvernement et les citoyens, le gouvernement et le secteur privé, les élus et les titulaires de charges publiques et les différents secteurs du gouvernement, et entre les États-nations et les institutions.

Entre 1996 et 2006, 44 élections ont été tenues en Afrique subsaharienne, comme l'ont été 27 élections présidentielles et 28 législatives entre 2007 et septembre 2011, celles organisées en République démocratique du Congo étant les plus récentes (décembre 2011). Les récents soulèvements politiques de l'Afrique du Nord exigeant des réformes démocratiques et les évaluations les concernant indiquent que la région entame avec détermination la consolidation de la gouvernance démocratique. L'adoption de solutions politiques après des élections contestées, se traduisant par la formation de gouvernements de coalition ou d'unité nationale (Kenya et Zimbabwe) devient rare. Les événements survenus dans la région montrent également que la fréquence des coups d'état militaires, de la violence et des manipulations associées aux élections, comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire en 2011, est en baisse, mais constitue un signe que des obstacles demeurent encore au plan de la gouvernance démocratique.

Pour l'essentiel, on peut affirmer sans risque de se tromper qu'en ce qui concerne la gouvernance et les institutions dans la région:

- (a) Les années noires caractérisées par l'autocratie, la prédominance de gouvernements irresponsables et autoritaires, la violation des droits de l'homme, la corruption rampante, l'absence de l'État de droit, l'intervention massive de l'État dans l'économie, le manque de décentralisation des responsabilités et des ressources font désormais partie du passé en Afrique. Le continent fait actuellement des pas de géant dans la mise en place d'institutions démocratiques et continuera de poursuivre ses efforts en faveur de la bonne gouvernance dans le cadre des activités de l'UA, du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) et des interventions des communautés économiques régionales, qui

ont été particulièrement utiles dans le traitement des questions relatives aux conflits et à la gestion de la paix. Le MAEP a achevé un certain nombre d'examens de pays qui ont fourni des indications importantes sur les questions institutionnelles et la gouvernance et apporté des enseignements précieux en ce domaine.

- (b) La région est pleinement consciente d'autres facteurs qui pourraient contribuer à l'amélioration des programmes de bonne gouvernance. Les pratiques politiques néopatrimoniales, qui sont en conflit avec les normes de responsabilité, de transparence et les règles institutionnelles officielles constituent l'un des facteurs à examiner. Il y a lieu d'évaluer la façon dont le pouvoir néopatrimonial est exercé, comment il influence le fonctionnement de l'État, comment il intègre des processus politiques officiels et non officiels et détermine la nature du contrat social entre les dirigeants et ceux qu'ils dirigent
- (c) Les élections sont devenues le moyen de provoquer des changements politiques dans la région. Néanmoins il reste beaucoup trop à faire pour améliorer la qualité de la gouvernance et instaurer la démocratie. La région continue de tirer les enseignements des élections contestées et de la lutte pour les réformes constitutionnelles (Kenya, Côte d'Ivoire), mais somme toute, elle fait partie de celles qui ont fait des progrès notables dans le renforcement des processus et des institutions démocratiques et continuera à promouvoir la culture de respect pour les règles et les résultats des élections
- (d) Les élections sont devenues le moyen de provoquer des changements politiques dans la région. Néanmoins il reste beaucoup trop à faire pour améliorer la qualité de la gouvernance et instaurer la démocratie. La région continue de tirer les enseignements des élections contestées et de la lutte pour les réformes constitutionnelles (Kenya, Côte d'Ivoire), mais somme toute, elle fait partie de celles qui ont fait des progrès notables dans le renforcement des processus et des institutions démocratiques et continuera à promouvoir la culture de respect pour les règles et les résultats des élections
- (e) Les constitutions en Afrique demeurent de véritables contrats sociaux qui forment la base d'une bonne gouvernance politique. Elles continueront à être défendues.
- (f) Les pays africains encouragent les jeunes générations à participer activement aux processus politiques afin qu'on accorde à la voix des jeunes une expression plus forte dans le domaine de la gouvernance.
- (g) La région est consciente qu'il existe encore un fort sentiment selon lequel des motivations économiques sous-tendent les politiques et que celles-ci pervertissent les résultats en matière de démocratie et de développement, et que les éléments du favoritisme et du clientélisme existent. Il y a néanmoins abondance de bonnes pratiques démocratiques qui apportent des enseignements précieux à l'ordre démocratique et à une gestion efficace des ressources et contribuent toutes à une amélioration continue de la qualité de vie.
- (h) La corruption, qui continue à exister, traduit la faiblesse des mécanismes de responsabilisation des institutions publiques et s'explique par l'élimination des systèmes de transparence. Il existe toutefois des stratégies et des mesures qui fonctionnent. La région continuera de renforcer l'exigence concernant la responsabilisation des agents de l'État grâce à la participation de la société civile et d'autres parties prenantes, afin d'établir des mécanismes collectifs placés sous le contrôle national pour traduire les idées en réformes et en changements politiques. Il existe une solide conviction qu'une société civile forte et bien informée joue un rôle crucial dans la bonne gouvernance et constitue par conséquent un partenaire efficace dans le processus de développement.

Il est donc incontestable que la poursuite de la bonne gouvernance et la mise en place dans la région d'institutions solides, fonctionnelles et efficaces apportent constamment des progrès, ce qui est vital pour le développement durable. Un climat de bonne gouvernance est propice au développement durable et la région continuera de résister aux tentatives de la communauté internationale consistant à imposer des questions relatives à la gouvernance et à en faire des conditions préalables à la coopération et à l'aide en matière de développement.

Union africaine-nepad – cadres de développement durable pour l'Afrique

- Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA)
- Plan d'action consolidé de l'UA-NEPAD sur la science et la technologie (CPA)
- Plan d'action environnemental (PAE)
- Plans d'action environnementaux sous-régionaux (PAESR)
- Plan d'action à court terme du NEPAD (PACT)
- Programme de développement spatial du NEPAD (SDP)
- Programme de développement des infrastructures en Afrique du NEPAD (PIDA)
- Cadre stratégique de renforcement des capacités de l'UA-NEPAD (CDSF)
- Cadre de politique de l'UA sur le genre
- Cadre pour la considération de la sexospécificité au sein du NEPAD et des communautés économiques régionales
- Protocole de l'UA sur les droits des femmes en Afrique
- Cadre politique de reconstruction et de développement post-conflit
- Stratégie pour la santé de l'UA-NEPAD

Source: NPCA, NEPAD: A Continental Thrust – Advancing Africa's Development, 2011

Plan d'action pour l'Afrique de l'union africaine-nepad, 2010-2015

Le Plan d'action pour l'Afrique de l'UA-NEPAD, 2010-2015 couvre neuf secteurs qui s'attaquent aux défis du développement durable de la région. Ces secteurs sont:

- Infrastructures – énergie, eau et assainissement, transport, et technologie de l'information et de la communication
- Agriculture et sécurité alimentaire
- Développement des ressources humaines – santé, éducation, promotion de la jeunesse et affaires sociales
- Science et technologie
- Commerce, industrie, accès aux marchés et développement du secteur privé
- Environnement, changements climatiques et tourisme
- Gouvernance, administration publique, paix et sécurité
- Renforcement des capacités
- Genre et développement

Source : NPCA, NEPAD. A Continental Thrust – Advancing Africa's Development, 2011

2. Développement économique durable

a) *Performance de l'Afrique en matière de croissance économique*

Pour passer du développement conventionnel au développement durable, un pays doit s'engager sur la voie de la croissance économique qualitative à large assise. La croissance constitue une condition préalable, car elle crée la richesse nécessaire à la concrétisation des engagements et à l'atteinte des cibles en matière de développement durable. Les niveaux de pauvreté et les inégalités des revenus doivent être réduits progressivement et les infrastructures socioéconomiques qui encouragent et appuient les investissements, ainsi que des services sociaux efficaces, doivent être opérationnels pour créer les conditions favorables au développement durable. Sans ces facteurs fondamentaux, il serait difficile pour la plupart des pays de la région d'opérer la transition du développement conventionnel au développement durable. Les dernières statistiques placent pas moins de six pays africains parmi les 10 économies ayant réalisé la croissance la plus rapide au monde au cours de la décennie 2001-2012 (Angola : 11,1 % ; Nigeria 8,9 % ; Éthiopie, 8,4 % ; Tchad, 7,9 % ; Mozambique, 7,9 %, et Rwanda, 7,6 %). Les prévisions effectuées par le FMI indiquent que les sept pays africains ci-après occuperaient les 10 premières places au cours des cinq prochaines années 2011-2015 (Éthiopie, 8,1 % ; Mozambique, 7,7 % ; Tanzanie, 7,2 % ; Congo, 7 % ; Ghana, 7 % ; Zambie, 6,9 % et Nigeria, 6,8 %). Il a été observé qu'au cours de la décennie écoulée, le taux de croissance moyen non pondéré était à peu près le même pour l'Afrique et l'Asie. Étant donné les perspectives actuelles, il y a de fortes probabilités que l'Afrique dépasse l'Asie en matière de croissance au cours de la prochaine décennie.

Les récentes statistiques démontrent également que les économies africaines sont sorties du marasme économique provoqué par la récente récession mondiale⁶ et que leurs perspectives de croissance sont très prometteuses. La reprise des économies africaines a été largement attribuée aux politiques économiques prudentes suivies avant la crise, au maintien de l'aide au développement, à l'allègement antérieur de la dette et à la fourniture de ressources financières par le FMI et la BAD. Parmi les autres mesures figurent l'adoption de programmes nouveaux et élargis de protection sociale ; une meilleure coordination des politiques et une bonne intégration des OMD et des indicateurs de résultats dans les stratégies de développement des pays africains. Malgré un développement prometteur, certains pays de la région sont encore confrontés à des problèmes structurels de croissance auxquels il faut remédier. En 2010, le taux moyen de croissance de l'Afrique a atteint 4,9 %, contre 3,1 % en 2009. Les événements politiques survenus en Afrique du Nord devraient, selon les estimations, avoir une incidence négative sur la croissance du continent, la limitant à 3,7 % en 2011, avec la possibilité d'une accélération de la croissance qui atteindrait 5,8 % en 2012. En dépit de cette reprise, la région continuera dans l'ensemble à être confrontée au défi de la réalisation des OMD.

Étant donné les résultats encourageants de la croissance économique, les pays africains sont susceptibles de réussir la transition du développement conventionnel au développement durable. Toutefois, cette transition ne pourra se faire sans une réorientation importante des politiques et des ressources financières et techniques pour amortir les effets de la récession et éviter l'aggravation de la pauvreté. Des programmes spécifiques et des ajustements devront être appuyés pen-

⁶ La reprise économique a été inégale dans la région • l'Afrique australe, qui était la plus durement touchée en 2009, a connu une reprise plus lente que celle des autres régions, avec une croissance moyenne de quelque 4 % en 2010/2011. On s'attend à ce que l'Afrique de l'Est, qui a le mieux résisté à la crise mondiale réalise de nouveau le taux de croissance le plus élevé avec plus de 6 % en moyenne en 2010-2011. La croissance de l'Afrique du Nord et de l'Ouest atteindrait environ 5 % et celle de l'Afrique centrale 4 % durant la même période.

dant une période assez longue. La création d'un fonds de l'Initiative de développement durable en Afrique pourrait faire partie de la réponse au besoin de ressources financières.

b) *Éléments essentiels pour le développement économique durable*

Au nombre des éléments essentiels pour la viabilité économique où des progrès ont été faits figurent: le développement agricole durable, la consommation et la production viables, le développement durable du tourisme, le développement industriel durable, le développement de l'énergie durable, la gestion durable des terres, et l'exploitation rationnelle des ressources minérales.

Le développement d'une agriculture viable a été induit par un certain nombre d'initiatives dont le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA), approuvé par l'UA en juillet 2003, qui constitue le stimulant dont la région a cruellement besoin pour donner de l'élan au secteur agricole. Le développement durable du tourisme s'est inspiré notamment du Plan d'action du NEPAD en faveur du tourisme. Il a bénéficié de l'intégration par les pays du tourisme dans les stratégies de développement national et de l'adoption du Code mondial d'éthique du tourisme. Le développement industriel durable est poursuivi dans le cadre de l'Initiative pour le renforcement des capacités productives de l'Afrique (la Stratégie du NEPAD relative au développement industriel durable), du Fonds pour les capacités productives de l'Afrique et d'autres initiatives visant à promouvoir une production moins polluante et la mise en place graduelle de centres de production moins polluante qui sont actuellement dirigés par l'Égypte, l'Éthiopie, le Kenya, le Maroc, le Mozambique, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Tunisie, l'Ouganda et le Zimbabwe. Des efforts déployés dans le domaine du développement industriel durable bénéficient également de l'amélioration de la métrologie, des normes, des méthodes d'essai et des institutions de « qualité », qui apportent un appui complémentaire dans l'adoption des normes en permettant un contrôle approprié de la qualité des produits, de la santé et de l'environnement et en fournissant les moyens de procéder à des certifications conformes aux normes. Ces institutions promeuvent également les pratiques optimales et encouragent la mise au point de nouveaux produits dans le cadre de la recherche-développement (R-D).

La région Afrique a également accompli des progrès en matière de diversification du développement énergétique grâce à l'exploitation durable de sources respectueuses de l'environnement, afin d'améliorer l'accès, l'abordabilité, la viabilité économique, l'acceptabilité par les citoyens et le caractère écologiquement rationnel des services et des ressources énergétiques. Des réformes sont actuellement mises en œuvre pour éliminer les distorsions du marché, établir des programmes locaux en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et accélérer le développement et la diffusion des technologies permettant une utilisation rationnelle de l'énergie et sa conservation. C'est à l'appui au développement de l'infrastructure dans ce domaine que le 24 juillet 2010, l'Union africaine, le NEPAD et la Banque africaine de développement ont relancé en le redynamisant le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) qui est à la fois une vision, un cadre stratégique et un programme dont la mise en œuvre irait jusqu'en 2030. Les activités de ce programme sont axées sur le développement des transports, de l'énergie et des technologies de l'information et de la communication, ainsi que sur l'aménagement des bassins aquifères transfrontières. Les infrastructures et l'intégration régionale figurent parmi les domaines prioritaires de la Stratégie à moyen terme 2008-2012 de la BAD. Le secteur des infrastructures représente à lui tout seul plus de la moitié des opérations de la BAD, dont le coût a dépassé 6 milliards de dollars des États-Unis en 2009. Le Fonds pour le financement de la préparation des projets d'infrastructure de la BAD a fourni le financement pour la préparation de plusieurs projets régionaux.

Parmi les autres programmes qui soutiennent les efforts de la région dans le domaine du développement de l'énergie durable figurent l'Africa Renewable Energy Access Programme (AFREA) de la Banque mondiale, qui est destiné au développement des sources d'énergie renouvelables en Afrique, les pools énergétiques régionaux, des campagnes sur l'utilisation rationnelle de l'énergie qui donnent des résultats en Éthiopie, en Tanzanie et en Afrique du Sud. Le Nigeria a lancé une réforme d'envergure dans le sous-secteur de l'électricité qui permettra une privatisation massive des investissements. Parmi les autres initiatives figurent « The Africa Electrification Initiative » (AEI), un programme triennal financé par AFREA et la German Technical Cooperation (GTZ), et lancé en 2009 ; The Biomass Energy Initiative for Africa (BEIA) (l'Initiative de l'énergie de la biomasse pour l'Afrique) et celle de Lighting Africa (éclairer l'Afrique) qui sont devenues opérationnelles en 2007. Au nombre des autres projet, on compte une initiative de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui porte sur la promotion de l'utilisation durable des ressources naturelles et l'amélioration de l'accès à des sources d'énergie abordables ; l'Energy Scale Up Initiative (initiative de modernisation énergétique) ; le programme conjoint PNUD/Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie, destiné au « renforcement des capacités et des investissements dans le domaine des minicentrales et des microcentrales hydroélectriques » qui est en cours de mise en œuvre en partenariat avec la CEA, l'ONUDI et le PNUE dans 11 pays africains ; le programme de l'ONUDI relatif à l'utilisation productive de l'énergie ; l'« African Rural Energy Development Project » (programme de production d'énergie dans les zones rurales en Afrique) du PNUE ; et les stratégies régionales d'électrification rurale élaborées sous différentes formes par diverses CER, telles que la CAE, la CEDEAO et la SADC.

Il y a lieu de développer des capacités qui soient inclusives et soucieuses des aspects sociaux et environnementaux pour être chargées de la prise de décisions concernant l'investissement ayant trait aux projets énergétiques. Il y a également lieu de mettre en place les capacités institutionnelles nécessaires à la planification, l'analyse et la mise au point de modèles dans le domaine de l'énergie, en utilisant des données nationales et régionales spécifiques afin d'éclairer la prise de décision et l'élaboration des politiques correspondantes. Les gouvernements devraient intensifier leurs efforts en vue de décentraliser le processus décisionnel concernant les investissements et les projets énergétiques et de promouvoir davantage de participation de la part des autorités locales, régionales, communales et des organisations communautaires. Davantage de mesures doivent être prises dans le domaine de la coopération interrégionale. Les cadres et mesures d'incitation devraient être encouragés et renforcés pour promouvoir l'intégration régionale des projets, programmes et systèmes énergétiques. Avec l'appui de la communauté internationale, les CER devraient promouvoir l'échange énergétique à l'échelle sous-régionale et régionale en tant que catalyseur de développement en Afrique, afin d'augmenter la part de l'énergie renouvelable en Afrique subsaharienne dans le cadre de la palette énergétique de l'Afrique. Les gouvernements africains devraient encourager la diversification de l'énergie et lever les obstacles à la concurrence équitable de toutes les sources d'énergie. Les partenaires internationaux au développement, dont les Nations Unies, devraient augmenter leur appui financier et technique pour renforcer la mise en œuvre de l'initiative énergétique du NEPAD.

Aux fins d'assurer la viabilité économique, la gestion durable des terres a également encouragé les pays de la région à adopter une gestion novatrice des terres, notamment dans le domaine des droits fonciers, la mise en œuvre d'initiatives régionales importantes comme le Cadre panafricain de politiques foncières - pour la protection des droits fonciers -, ou celle concernant l'augmentation de la productivité et l'amélioration des moyens de subsistance. Avec l'appui de l'ONU-Habi-

tat, des critères et des indicateurs en matière de politiques et de réformes foncières sont en cours de mise au point dans le cadre de cette initiative, qui permettront d'assurer le suivi et l'évaluation de l'élaboration des politiques, ainsi que de leurs résultats. Plusieurs pays africains bénéficient actuellement de l'Initiative conjointe de la CUA, de la CEA et de la BAD relative à la politique foncière, et du réseau Global Land Tool Network (GLTN), une initiative de l'ONU-Habitat et de ses partenaires qui vise à recenser les pratiques optimales et les meilleurs outils dans la région. Des efforts ont été faits et des progrès obtenus en matière de réforme des législations minières par les pays de la région concernant la mise en valeur durable des ressources minérales. Ces réformes ont pour but l'augmentation des investissements, l'équité en matière d'accès aux ressources minières et aux droits d'extraction, l'autonomisation des communautés et des groupes défavorisés et le fait de faire bénéficier un nombre croissant de la population des avantages générés par les activités minières. Les sociétés minières investissent dans les activités d'exploration minière et les budgets qui leur sont consacrés ne font qu'augmenter. L'entrée de la Chine et l'Inde dans le secteur minier de la région a donné lieu à une augmentation soudaine du budget d'exploration. Selon les projections relatives à la période 2005-2011, les perspectives de production des divers minéraux sont particulièrement prometteuses.

c) *Développement social durable*

Durant la période considérée, la région a accompli des progrès en matière de viabilité sociale. Le cadre du développement social de la région est défini par le Plan-cadre de politiques sociales de l'UA et les protocoles des communautés économiques sous-régionales. Les principaux éléments dans l'analyse du développement social durable comprennent notamment l'étendue du développement du secteur social, le degré d'éradication de la pauvreté et le niveau des inégalités. La région a enregistré un certain nombre de succès dans la réalisation des OMD ou est en voie de le faire. Certains pays ont fait des progrès satisfaisants, mais les résultats demeurent toutefois dans l'ensemble quelque peu lents. Néanmoins, les faits indiquent clairement, ce qui est encourageant, qu'avec un bon dosage de mesures, une utilisation efficace des ressources, une meilleure gouvernance et un appui international renforcé et continu, la région parviendra à réaliser plusieurs des OMD. Lors du Sommet de septembre 2010 consacré à l'examen des OMD, les dirigeants du monde entier ont réaffirmé leur attachement à la réalisation desdits objectifs d'ici 2015, et un certain nombre d'initiatives prometteuses comme le cadre d'accélération de la réalisation des OMD (du PNUD), qui permettront de multiplier les succès, sont en cours de mise en œuvre.

Pauvreté et inégalité : Une croissance économique raisonnable a été en effet enregistrée, mais elle a été accompagnée davantage d'inégalités. Selon le nouvel indicateur de développement humain (du PNUD) ajusté aux inégalités, les pays africains occupent le bas du classement mondial si on ajuste les places qu'ils ont obtenues en fonction de la répartition des richesses. Cet ajustement fait baisser les notes de pays comme la République centrafricaine, le Mozambique et la Namibie de pas moins de 40 %. Les systèmes de protection sociale sont également demeurés faibles et inefficaces. La récente crise financière mondiale a constitué un bon moyen de vérifier le degré de vulnérabilité de certaines composantes de la population de la région aux chocs imprévus. Des efforts ont été bien déployés pour mettre en œuvre le Plan-cadre de politiques sociales de l'UA, mais un certain nombre de pays ne disposent pas encore de mécanismes de protection sociale, car la sécurité sociale de base est hors de portée d'une bonne partie de la population. Moins de 5 % des citoyens en âge de travailler bénéficient du régime de retraite contributif, des allocations de chômage et d'autres avantages du système de protection sociale. Les pauvres demeurent donc vulnérables de façon disproportionnée aux effets aggravés du repli économique et de la hausse des prix.

Bien pire encore pour des millions de citoyens de la région, la forte croissance économique qui a été récemment enregistrée n'a généré que très peu d'emplois et n'a pas eu de retombées visibles en matière d'éradication de la pauvreté. Diverses projections des perspectives de croissance dans la région et de leurs incidences sur l'objectif d'éradication de la pauvreté d'ici à 2015 sont en général optimistes, mais il ressort de celles effectuées par la CNUCED que le revenu par tête d'habitant dans la région n'augmentera que de 2,7 % en 2011 et de 2,8 % en 2012, augmentations qui sont inférieures aux 3% considérées comme le seuil minimum auquel la croissance commence à faire reculer la pauvreté. La nécessité de progrès accélérés est également soulignée dans le Rapport de 2011 du FIDA sur la pauvreté rurale, qui appelle l'attention sur le fait que l'Afrique subsaharienne abrite encore le tiers des pauvres du monde, dont le nombre est passé de 268 à 306 millions au cours de la décennie passée. L'Indicateur de la pauvreté multidimensionnelle (du PNUD) évalue le nombre de pauvres dans la région à 458 millions au moins. La pauvreté est ainsi devenue un phénomène à la fois rural et urbain.

Éducation : Les progrès accomplis, dans le cadre des OMD, pour assurer l'éducation primaire pour tous ont été spectaculaires en Afrique. La plupart des pays de la région sont en voie d'atteindre l'objectif fixé en 2015. Les pays suivants : Burundi, Éthiopie, Ghana, Kenya, Mozambique et Tanzanie ont accompli des progrès spectaculaires et notables en adoptant un certain nombre de mesures, notamment, la suppression des frais de scolarité, l'augmentation des investissements publics et l'accroissement de l'assistance des donateurs, en particulier, l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous de la Banque mondiale. Cependant, la région doit faire des progrès dans des domaines tels que la qualité de l'enseignement, les taux d'achèvement, le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire et supérieur, la réforme de l'enseignement et des programmes, le corps enseignant et l'infrastructure. Il reste beaucoup à faire dans ces domaines pour atteindre les cibles, étant donné que plus de 30 millions d'enfants de la région, dont la plupart sont des filles, ne sont pas encore scolarisés et que le nombre de nouveaux enseignants nécessaires d'ici à 2015 est égal au nombre d'enseignants actuels de la région. Le défi de développement de l'enseignement supérieur, qui est essentiel pour une croissance et un développement soutenus, est encore plus redoutable: le taux d'inscription actuel n'est que de 6 %, le taux d'inscription des filles est faible, et plus de 40 % des postes au sein des facultés sont vacants. Beaucoup reste à faire pour tirer parti des investissements consacrés à l'enseignement supérieur, améliorer la planification stratégique et réformer les programmes d'enseignement. Il convient également d'accorder beaucoup d'attention à l'adéquation formation-emploi, qui revêt une importance capitale pour la création d'emplois et la réduction du chômage des jeunes, une menace à la stabilité sociale.

Égalité des sexes et autonomisation des femmes : les cadres internationaux et régionaux concernant l'engagement en faveur de l'égalité des sexes sont la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la stratégie concernant l'égalité des sexes de l'Union africaine (UA) et les stratégies adoptées par les communautés économiques régionales. À ce jour, des progrès quantifiables ont été réalisés dans la mise en œuvre de ces engagements. Pour ce qui est du volet de la viabilité sociale relatif à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits des femmes en Afrique a été élargi pour y inclure la définition de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes en y intégrant la violence économique ou les pratiques néfastes. Vingt-neuf pays africains ont ratifié le Protocole et l'UA a lancé la Décennie de la femme africaine en octobre 2010. Des progrès réguliers, même s'ils sont lents, ont été réalisés en ce qui concerne l'éducation primaire pour tous, l'autonomisation des femmes et la parité dans les effectifs scolarisés ; une améliora-

tion importante et encourageante a été constatée en ce qui concerne le nombre de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux, mais, également, un faible taux de participation manifeste des femmes au pouvoir exécutif, judiciaire, aux domaines publics traditionnels et autres dans la région.

Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la mise en œuvre des engagements pour l'égalité des sexes en améliorant la politique sociale et en adoptant des lois pour promouvoir les droits socioéconomiques des femmes. Cependant, dix pays ont continué de formuler des réserves en ce qui concerne la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la soumission de rapports périodiques au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, certains pays n'ayant communiqué aucun rapport du tout depuis 1992 ; 18 des 28 pays pratiquant les mutilations génitales féminines ont interdit cette pratique ; depuis 2007, six pays ont élaboré des programmes d'action nationaux sur les femmes, la paix et la sécurité; les partenaires de développement continuent d'accroître leur appui aux secteurs socioéconomiques, afin d'aider les groupes vulnérables et de promouvoir l'égalité des sexes.

La participation des femmes de la région à la vie politique ne cesse de s'inscrire à la hausse, les femmes occupant aujourd'hui 18,5 % des sièges au parlement contre 15 % en 2010. Le nombre de femmes siégeant dans les parlements nationaux et régionaux est maintenant plus élevé en Afrique subsaharienne que dans la plupart des autres régions en développement. La plupart des pays sont en voie d'atteindre la parité dans l'enseignement primaire d'ici à 2015. Un nombre croissant de pays, notamment le Bénin et le Burkina Faso et le Sénégal, ont tenu compte des sexospécificités dans leurs plans nationaux de développement et stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Ces cinq dernières années, le Lesotho a accompli plus de progrès qu'aucun autre pays en ce qui concerne l'Indicateur mondial des écarts entre les sexes du Forum économique mondial.

En dépit des progrès accomplis, plusieurs défis et contraintes persistent. Les données ventilées par sexe sont rares, la budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes n'est pas encore encouragée comme il convient, les inégalités sont importantes entre les sexes en ce qui concerne la santé, l'emploi et les salaires, les barrières culturelles continuent d'empêcher les femmes de faire valoir effectivement leurs talents. La situation du marché du travail limite l'accès à l'éducation et les barrières socioculturelles continuent d'être des obstacles importants à la participation à la vie économique de la grande majorité des femmes, qui doivent faire face à la précarité des revenus et du travail. Dans la région, les femmes représentent la majorité de la main-d'œuvre agricole, produisant environ 80 % des produits vivriers de la région, or elles ne possèdent que 1 % des terres qu'elles cultivent. Elles sont souvent les premières, ainsi que les enfants, à subir les effets du ralentissement de l'activité économique, de la sécheresse, de la famine et des conflits violents.

Les mécanismes de prise en compte de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes restent peu développés à tous les niveaux, manquant des moyens, des pouvoirs et des financements nécessaires. Les ministères d'exécution n'ont pas atteint les cibles en matière d'égalité des sexes en raison du faible montant des ressources qui leur sont allouées. Les problèmes sexospécifiques continuent d'être traités pour la forme ou dans le cadre de projets distincts concernant uniquement les femmes. Les données ventilées par sexe et les informations tirées des indicateurs prenant en compte les sexospécificités ne sont pas souvent recueillies, sont perdues en rassemblant les données publiées ou ne sont pas utilisées.

L'Afrique devrait appuyer les initiatives féminines en matière de presse et de communication. Les femmes devraient pouvoir jouer un rôle de premier plan dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement durable. L'autonomisation des femmes au plan économique devrait être l'une des priorités du programme de développement économique et social du NEPAD. Des programmes culturellement adaptés doivent permettre à des hommes et des garçons de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des filles/femmes. Il importe également d'élaborer des données ventilées par sexe de qualité pour suivre effectivement les progrès réalisés en ce qui concerne l'égalité des sexes. Les partenaires de développement devraient veiller à ce que les ressources financières nécessaires destinées à aider les partenaires africains transforment les engagements pris dans le domaine de l'égalité des sexes en politiques, actions et programmes concrets.

Il faut adapter les mesures du développement humain concernant l'égalité des sexes afin d'encourager les pays de la région à mieux faire pour obtenir de bons résultats. Les engagements pris en ce qui concerne l'égalité des sexes ne consistent pas seulement à réaliser l'objectif que constituent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit plutôt de tirer parti des vastes compétences, connaissances et énergie des femmes, actuellement tout à fait sous-utilisés, pour promouvoir la croissance et le développement.

Santé : La bataille pour la réduction du taux de mortalité infantile et maternelle d'ici à 2015 est en train d'être gagnée dans la région, même s'il a fallu déployer des efforts considérables pour surmonter les obstacles. Dans le cas de la réduction de la mortalité infantile, les résultats ont été remarquables. Au Mozambique, les taux de mortalité infantile ont été réduits de plus 70 %, au Malawi de 68 % et au Niger de 64 %. Le taux de mortalité maternelle a également diminué. Des pays tels que le Burundi, le Cap-Vert et l'Égypte ont fait état d'une importante réduction.

Les résultats obtenus ont été impressionnants en ce qui concerne la réduction de la mortalité infantile: la distribution de moustiquaires traitées à l'insecticide a permis de protéger plus de 578 millions de personnes qui risquaient de contracter le paludisme en Afrique subsaharienne ; 11 pays de la région ont réduit de 50 % environ le nombre de cas confirmés de paludisme et la majorité des pays sont en voie de faire reculer la propagation de la maladie d'ici à 2015. Par conséquent, les efforts déployés ont permis d'obtenir de bons résultats qu'il convient de consolider. C'est dans ce contexte que lors du Sommet de l'UA tenu en juillet 2010, les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à accroître leur assistance politique et financière à la santé maternelle et infantile et à continuer de travailler étroitement avec des interventions comme la Campagne pour la réduction accélérée de la mortalité maternelle en Afrique (CARMMA).

La lutte contre le paludisme a également enregistré des progrès importants. Les résultats sont remarquables: la distribution de moustiquaires imprégnées a permis de protéger plus de 578 millions de personnes courant le risque de contracter le paludisme en Afrique subsaharienne; 11 pays de la région ont réduit de quelque 50 % le nombre de cas de paludisme confirmés, et la majorité des pays est actuellement en bonne voie d'inverser l'avancée de la maladie d'ici à 2015.

Des progrès importants ont été réalisés en ce qui concerne l'élimination de la cécité des rivières (onchocercose), la poliomyélite, la rougeole, la dracunculose et la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Les campagnes de vaccination systématique se poursuivent dans la région et plusieurs nouveaux vaccins, notamment contre la méningite et les infections à pneumocoques sont

utilisés et donnent de bons résultats. Ces résultats s'expliquent par les politiques et programmes gouvernementaux et l'assistance de la communauté internationale par le biais de mécanismes de financement novateurs tels que l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ainsi que les interventions d'organismes tels que l'ONUSIDA, l'OMS, la Banque mondiale ainsi que l'appui pour la mise en œuvre de programmes de santé régionaux tels que le Programme africain de lutte contre l'onchocercose (APOC), SMS for Life et le Partenariat Faire reculer le paludisme, entre autres initiatives discrètes qui donnent de bons résultats.

Les cibles en matière de santé peuvent être atteintes d'ici à 2015, si les gouvernements africains et les organismes internationaux de développement honorent leurs engagements. Les donateurs font effectivement preuve de beaucoup de bonne volonté. En juin 2010, lors de leur Sommet, les dirigeants du G-8 se sont engagés à mobiliser 5 milliards de dollars pour réaliser les OMD 4 et 5 dans le cadre de l'Initiative de Muskoka afin de réduire le taux de mortalité maternelle et infantile dans les pays pauvres. En septembre 2010, lors du Sommet organisé pour examiner les progrès accomplis dans la réalisation des OMD, les dirigeants mondiaux et d'autres parties prenantes du développement ont promis de consacrer, au total, 40 milliards de dollars à la santé au cours des cinq prochaines années. La réunion de reconstitution des ressources du Fonds mondial en octobre 2010 a permis de mobiliser 11,7 milliards de dollars pour la période 2011-2013, soit une augmentation de 9,7 milliards de dollars pour la phase du programme de la période 2008-2010. Un certain nombre de donateurs ont pris de nouveaux engagements en faveur du GAVI avant la réunion de reconstitution de ses fonds. En 2001, les gouvernements africains ont signé la Déclaration d'Abuja recommandant aux pays de la région d'allouer 15 % de leurs dépenses publiques à la santé.

Le problème est de traduire ces engagements en des décaissements effectifs. Bien que la région s'attende à ce que les donateurs tiennent effectivement leurs engagements financiers, les gouvernements doivent tenir leurs promesses conformément à la Déclaration d'Abuja. Actuellement les statistiques montrent que 19 pays consacrent moins de ressources à la santé qu'à la signature de la Déclaration en 2001. L'insuffisance du financement reste la plus grave menace pesant sur les systèmes de santé de la région. Il faut consacrer des ressources au système de santé pour qu'il puisse faire face effectivement aux taux de prévalence élevés du VIH et des maladies non transmissibles, notamment le cancer, le diabète et les maladies cardiovasculaires qui devraient augmenter au cours des prochaines décennies.

Accès à l'eau et aux services d'assainissement : l'accès à l'eau et aux services d'assainissement est un élément important du développement social durable. Compte tenu de son importance, dans la Déclaration de eThekweni, les dirigeants africains ont décidé d'allouer 5 % du produit intérieur brut à l'eau et à l'assainissement et de créer le Conseil des ministres africains chargés de l'eau et la Facilité africaine de l'eau. Pour aider les investissements dans la région, la Banque africaine de développement, qui met en œuvre l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural, avait estimé qu'il faudrait investir, chaque année, 11 milliards de dollars pour répondre aux besoins de la région en matière d'alimentation en eau et d'assainissement. En juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a fait comprendre l'accent mis sur l'eau en déclarant que l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement faisait partie des droits de l'homme.

Des progrès ont été accomplis pour atteindre l'objectif consistant à réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau

potable ni à des services d'assainissement de base. Actuellement, 26 pays sont en voie d'atteindre cet objectif et 9 autres doivent atteindre la cible de l'OMD consistant à réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès, de façon durable, à des services d'assainissement de base, d'ici à 2015. Il s'agit des pays suivants : Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Rwanda, Botswana, Angola, Afrique du Sud, Égypte. Actuellement, 60 % de la population en Afrique subsaharienne ont accès à de meilleures sources d'eau potable et moins de la moitié a accès à des services d'assainissement de base. Ces statistiques montrent qu'il faut accroître les investissements, car le problème est que, non seulement, environ 40 % de la population vivent dans des zones dépourvues d'eau, mais le volume d'eau disponible par personne dans la région est inférieur à la moyenne mondiale et diminue en raison de la baisse du niveau de la nappe phréatique, imputable aux changements climatiques et à la surexploitation. Actuellement, les investissements publics s'élèvent à 0,2 % du PIB contre 0,5 % fixé dans la Déclaration de eThekweni, ce qui porte à croire que l'objectif de 11 milliards de dollars ne sera pas atteint. Il convient également d'améliorer la gestion du secteur de l'eau, la gestion des sources nationales, des 63 bassins fluviaux partagés, des besoins en matière d'irrigation du secteur agricole et de la capacité de forage et d'entretien des infrastructures hydrauliques, en particulier, dans les communautés.

Sécurité alimentaire et réduction de la faim : Dans la région, les pays ont accompli des progrès en s'efforçant d'atteindre la cible de l'OMD consistant à réduire, d'ici à 2015, la faim. Cependant, en dépit des progrès accomplis, la région reste celle qui souffre le plus d'insécurité alimentaire au monde. La faim reste un sérieux problème que vient aggraver la hausse des prix des produits alimentaires. Ces produits coûtent, aujourd'hui, plus cher que jamais depuis 1984, et cette hausse risque de provoquer des troubles sociaux. Dans la région, les gouvernements s'efforcent de trouver des solutions au problème de l'insécurité alimentaire et de la faim en lançant un certain nombre d'initiatives dans le domaine agricole, notamment le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) adopté en juillet 2003, pour lequel 25 pays se sont engagés à consacrer 10 % de leur budget national à l'agriculture et s'emploient à parvenir à un taux de croissance de 6 %, au minimum, en ce qui concerne la productivité agricole. De même, au niveau régional, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) permet d'établir des partenariats financiers et des instruments prévoyant le partage des risques avec un certain nombre d'institutions afin de réduire les risques liés aux prêts consentis par les banques commerciales et autres institutions financières aux petits exploitants agricoles et les chaînes de valeur qui les appuient. Au niveau international, des mesures énergiques ont été également prises, notamment, l'Initiative de l'Aquila sur la sécurité alimentaire du G-8, le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale de la Banque mondiale. Des tentatives ont été faites pour mieux connaître les stocks alimentaires détenus par de grands exportateurs afin d'éviter la panique causée par les incertitudes planant sur le marché en ce concerne les produits disponibles.

Le problème de la sécurité alimentaire et de la faim dans la région étant bien antérieur à l'augmentation des prix des produits alimentaires, il convient de lever les obstacles structurels à la sécurité alimentaire. Certains d'entre eux que le Sommet de Rio+20 devra réexaminer sont les préjudices que la région subit en raison des règles du commerce international et des subventions à l'agriculture, des contraintes liées à la productivité découlant des infrastructures peu développées, de l'insuffisance des services de recherche et de vulgarisation agricole, ainsi que du manque de semences améliorées, d'engrais et des moyens de lutte phytosanitaire. Les autres facteurs sont, notamment, la pauvreté des sols et la mauvaise gestion de l'eau, les difficultés d'accès au crédit et aux services de commercialisation, l'inefficacité et la mauvaise utilisation des chaînes de valeur et les pertes

de production dues aux conflits et l'utilisation des produits alimentaires pour la production de biocarburants. Pour relever le défi de l'insécurité alimentaire, la région doit accroître les investissements dans l'agriculture. Les pays africains doivent investir le montant minimal nécessaire fixé dans le PDDAA. Il faut renforcer l'accent mis sur les petits exploitants agricoles.

Chômage des jeunes : Chaque année quelque 10 millions de nouveaux diplômés entrent sur le marché du travail dans la région. Même si, ces dernières années, la région a enregistré un taux de croissance économique élevé, cette croissance n'a pas créé d'emplois véritables. Par conséquent, le chômage des jeunes s'aggrave, ce qui a des incidences sur le développement social. Aujourd'hui, la région fait face au chômage des jeunes, un problème majeur de développement social et une des raisons du mouvement exigeant des réformes politiques, qui s'est étendu à la plupart des pays d'Afrique du Nord depuis le début de l'année 2011. Outre l'accroissement du nombre de chômeurs, le marché du travail n'est pas assez souple pour répondre à l'offre croissante de jeunes travailleurs. La population de la région augmentant rapidement, la pression démographique devra continuer à s'exercer sur le marché du travail dans nombre de pays africains.

La dynamique et les causes du chômage des jeunes en Afrique sont complexes et multidimensionnels. Les jeunes (ceux qui ont entre 15 et 24 ans) représentent plus de 60 % de la population totale du continent et 45 % du total de la main-d'œuvre. À la différence des autres régions en développement, la population d'Afrique subsaharienne est de plus en plus jeune, et les jeunes représenteront, selon les projections, plus de 75 % de la population totale d'ici à 2015, en raison du taux de fécondité élevé, à la base de cette dynamique démographique. Cet accroissement du nombre de jeunes ne devra pas diminuer avant 20 ans ou plus. Le taux de chômage des jeunes en Afrique subsaharienne est, selon les estimations, supérieur à 20 %. Toujours, selon les estimations, environ 133 millions de jeunes (plus de 50 % de la population jeune) sont analphabètes en Afrique. De nombreux jeunes ont peu ou pas de compétences particulières et sont, par conséquent, largement exclus de la vie économique et sociale. Ceux qui sont peu instruits ont souvent des compétences ne répondant pas à la demande actuelle du marché du travail, dans une situation où la formation et les qualifications requises sont de plus en plus élevées, ce qui se traduit par des millions de jeunes chômeurs ou sous-employés. Les diplômés de l'enseignement supérieur sont les plus touchés par le chômage des jeunes. Cela a amené beaucoup de personnes à se demander si les établissements d'enseignement supérieur de la région peuvent fournir aux jeunes les compétences et les connaissances en adéquation avec les besoins du marché du travail. Les liens entre le chômage des jeunes et l'exclusion sociale ont été clairement établis : l'incapacité à trouver un travail rend les jeunes vulnérables, désœuvrés et leur donnent le sentiment qu'ils sont inutiles et peut les inciter à verser dans l'illégalité. Pour nombre de jeunes aujourd'hui, être sans emploi c'est ne pas avoir une chance de sortir de la pauvreté.

En incluant le chômage des jeunes dans les OMD, la Déclaration du Millénaire a eu un impact important et un effet catalyseur en attirant l'attention de la communauté internationale sur le problème du chômage des jeunes. Au titre de la cible 16 de l'objectif 8, la décision « de former et d'appliquer des stratégies qui donnent aux jeunes partout dans le monde une chance réelle de trouver un travail décent et utile » est la seule référence aux jeunes dans les OMD (PNUD, 2006). L'Organisation internationale du Travail a récemment publié un rapport inquiétant sur le chômage dans le monde. Selon ce document, plus de 1,5 milliard de personnes, soit la moitié de la population active mondiale, occupent des emplois précaires et 205 millions de travailleurs étaient au chômage l'année dernière. Selon l'OIT, les chiffres officiels sont probablement une sous-estimation, car beaucoup de personnes ont cessé de chercher du travail. L'aspect le plus troublant

du rapport est que 77,7 millions de jeunes entre 15 et 24 ans ne trouvent pas un emploi. Il s'agit là d'un problème particulièrement grave pour la région. Cette tranche d'âge comprend 200 millions d'Africains, soit plus de 20 % de la population de la région. Sur le plan mondial, les jeunes représentent 43,7 % du nombre total de personnes sans emploi, même s'ils ne représentent que 25 % de la population active mondiale. En Afrique subsaharienne, environ 60 % des personnes sans emploi sont des jeunes, et, en moyenne, 72 % des jeunes, vivent avec moins de deux dollars par jour.

Les gouvernements de la région s'efforcent de relever le défi du chômage des jeunes, même si ces efforts sont insuffisants, compte tenu des problèmes de développement. Le dix-septième Sommet de l'Union africaine, tenu à Malabo (Guinée équatoriale) les 30 juin et 1er juillet 2011, a été consacré au thème suivant : « Accélérer l'autonomisation des jeunes pour un développement durable ». Certaines réunions importantes de l'UA, en particulier celles de mars 2010, d'avril 2011 et de juillet 2011, respectivement, ont permis d'examiner des thèmes relatifs au chômage des jeunes. Elles ont porté sur les politiques en matière d'emploi et leur financement en vue de réduire le chômage ; les politiques sociales et la promotion de l'emploi des jeunes ; l'accélération de l'autonomisation des jeunes. Dans la Déclaration sur l'emploi des jeunes, à Yaoundé (Cameroun), la Commission du travail et des affaires sociales de l'UA a, lors de sa huitième session, demandé à la 17^e Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de promouvoir l'emploi des jeunes. La détermination des chefs d'État et de gouvernement de l'UA à améliorer la situation de l'emploi renforcera, sans doute, l'engagement pris à Yaoundé par les ministres du travail et des affaires sociales, les employeurs et syndicats de l'UA de réduire le chômage des jeunes et des femmes d'au moins 2 % par an au cours d'une période de cinq ans et d'harmoniser les systèmes d'information sur le marché du travail en contribuant à l'élaboration, à l'exécution et à l'évaluation des politiques en matière d'emploi. Le 17^e Sommet de l'UA a été l'occasion sans précédent pour les chefs d'État et de gouvernement ainsi que les jeunes et les femmes de participer à un débat ouvert et franc sur la recherche d'une solution durable aux problèmes des jeunes de la région. Certaines propositions consistaient notamment à accroître l'investissement dans l'éducation et la formation ; l'investissement pour une meilleure intégration des jeunes dans la vie économique, politique et sociale ; à mettre en œuvre des programmes de formation professionnelle en adéquation avec les besoins du marché du travail ; à promouvoir la participation des populations à la prise de décision. Ces stratégies permettraient de créer un « incubateur du développement » en réduisant les difficultés d'ordre social ; en améliorant la compétitivité de l'enseignement et en autonomisant les jeunes.

Renforcement des connaissances autochtones : Certaines réponses aux défis du développement social font preuve d'innovation dans l'utilisation des connaissances qui améliorent la qualité de vie des populations ou d'une région. C'est ainsi qu'un lien s'établit entre connaissances autochtones et développement social. Les communautés se reconnaissent facilement dans les connaissances autochtones qui leur permettent de vivre en harmonie avec leur environnement depuis des générations. Ces connaissances sont d'importants moyens de protection de l'environnement et de gestion des catastrophes naturelles. La communauté scientifique mondiale a reconnu l'intérêt que présentent les connaissances autochtones et a souscrit à cette idée à la Conférence mondiale sur la science tenue à Budapest (Hongrie) du 29 juin au 1er juillet 1999 en recommandant que les connaissances scientifiques et traditionnelles soient prises en compte, particulièrement, dans le domaine de l'environnement et du développement. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) reconnaît le rôle que les connaissances traditionnelles jouent dans la protection des ressources naturelles et la gestion des catastrophes naturelles (PNUE, 2008). Les connaissances et l'accès à l'information sont essentiels à une gestion efficace de l'environnement

et ont des incidences importantes sur l'économie et les choix de moyens d'existence qu'opèrent les populations. Les connaissances autochtones, fruits de nombreux siècles d'observation et d'innovation continue pour faire face à l'évolution des conditions sociales et environnementales, sont une importante ressource pour de nombreuses populations rurales.

Les connaissances autochtones, particulièrement les connaissances dans le domaine agricole et environnemental, ont eu droit de cité au plan international après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) tenue en juin 1992. Le programme Action 21 souligne que les gouvernements et les organisations intergouvernementales doivent respecter, recenser les connaissances autochtones et s'employer à les incorporer aux programmes de recherche-développement en vue de la protection de la biodiversité et de la viabilité des systèmes de gestion des ressources agricoles et naturelles. Les autres documents internationaux tels que la « Stratégie mondiale de la conservation » de l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN) ont facilité la reconnaissance du rôle important que les connaissances autochtones jouent dans la biodiversité et le développement humain. Les gouvernements et les organismes de développement reconnaissent, maintenant, de plus en plus que les connaissances autochtones contribuent à la promotion du développement (PNUE, 2008).

Même si dans la mise en œuvre des engagements pris en ce qui concerne le développement durable, on n'a pas accordé beaucoup d'attention au développement et à l'application des connaissances autochtones dans la région, ces connaissances restent intactes dans une très grande mesure dans les communautés autochtones (ou locales) de nombreuses régions d'Afrique. Une étude récente du PNUE (2006) portant sur quatre pays de la région, à savoir le Kenya, l'Afrique du Sud, le Swaziland et la Tanzanie, a fourni des informations importantes sur l'utilisation des connaissances autochtones en ce qui concerne la protection de l'environnement et la gestion des catastrophes naturelles. Selon l'étude, les connaissances autochtones avaient permis aux diverses communautés de ces pays de vivre en harmonie avec leur environnement pendant des générations et sont d'importants moyens de protection de l'environnement et de gestion des catastrophes naturelles. Dans la quasi-totalité des communautés, des structures solides dotées des pouvoirs nécessaires assurent le respect sans heurts des règles fixées. L'étude a montré les différents moyens par lesquels les communautés s'appuyaient sur les connaissances autochtones pour exploiter durablement leurs ressources naturelles. Ces connaissances leur ont fourni diverses options et innovations pour relever les défis de la protection de la nature et de la gestion des catastrophes dans le cadre de leurs activités pour mener leur vie. L'intérêt de ces ressources est particulièrement évident en ce qui concerne la production agricole, la préservation et le stockage des vivres, les soins de santé et, notamment, pour faire face aux catastrophes naturelles.

Les connaissances autochtones ont permis aux populations locales de protéger et de gérer leur écosystème, de faire face à de nombreuses catastrophes naturelles, de cultiver des variétés de cultures locales précoces et résistantes à la sécheresse, des fruits et légumes sauvages, de pratiquer la culture dans les zones humides, de diversifier le bétail et de créer de nouvelles espèces, ce qui leur a permis de survivre en dépit des problèmes liés à l'alimentation, à la nutrition, aux soins de santé et au climat avec peu ou pas d'assistance du monde extérieur. Les communautés étaient bien conscientes des catastrophes qui les menaçaient et, dans la plupart des cas, avaient les connaissances et les structures administratives nécessaires pour y faire face. Dans le même temps, elles savaient qu'un environnement bien protégé leur permettait de réduire les risques liés aux catastrophes naturelles. Chaque communauté possédait un éventail d'indicateurs d'alerte rapide

et des structures bien développées qu'elle mettrait à profit pour rapidement faire face efficacement aux catastrophes.

Un nombre croissant de gouvernements africains et d'organismes internationaux de développement reconnaissent désormais que les connaissances et les organisations locales constituent un élément fondamental des approches participatives de développement durable, efficace sur le plan des coûts, la région a tout à gagner de l'exploitation de cette application sur une base plus large. Pour ne pas perdre cet outil précieux de développement social, il faudra renforcer le cadre afin de valoriser et d'appliquer les connaissances autochtones et d'en assurer la pérennité. Les anciens de la région, gardiens traditionnels des connaissances autochtones, sont en train de disparaître sans laisser de documents écrits sur leurs connaissances et les changements environnementaux, socioéconomiques et politiques rapides se produisant dans nombre de communautés de la région risquent de faire disparaître les connaissances autochtones, envahies par la mondialisation et les nouvelles technologies (PNUE, 2008).

Les connaissances traditionnelles doivent jouer un rôle dans le développement durable, en particulier, la viabilité sociale et environnementale. Conformément aux recommandations antérieures du PNUE (2008), ces connaissances doivent être consignées et partagées dans le cadre de banques de données et de réseaux de connaissances autochtones qu'il faudrait créer. En outre, il faudrait s'efforcer d'intégrer les connaissances autochtones dans les connaissances modernes et adopter des lois appropriées pour protéger les droits de propriété intellectuelle de ces connaissances (PNUE, 2008).

d) Développement environnemental durable

Les activités en vue de préserver l'environnement ont constitué un volet important des efforts déployés dans la région pour réduire la pauvreté, car la dégradation de l'environnement est liée, de façon inextricable et dans une relation de cause à effet, aux problèmes que sont la pauvreté, la faim, l'inégalité des sexes et la santé. Les stratégies de subsistance et la sécurité alimentaire des personnes démunies sont directement tributaires des écosystèmes fonctionnels et de la diversité des biens et services écologiques qu'ils assurent. Les droits non garantis des pauvres aux ressources tirées de l'environnement ainsi que les difficultés d'accès à l'information sur l'environnement, aux marchés, à la prise de décision limitent les moyens dont ils disposent pour protéger l'environnement et améliorer leurs conditions de vie et leur bien-être (CEA, 2008).

Plus de 30 % des terres arides du monde se trouvent dans des régions susceptibles d'être des terres arides en Afrique du Nord, au Sahel et dans la partie australe de l'Afrique. Elles couvrent une superficie d'environ 2 milliards d'hectares s'étendant sur 25 pays, soit 65 % des terres du continent. Plus de 400 millions de personnes vivent sur ces terres arides et la majorité d'entre elles sont des ruraux démunis et le taux de croissance démographique annuelle y est de 3%. Les terres arides sont menacées par la déforestation, l'érosion des sols, l'épuisement des éléments nutritifs, les sécheresses récurrentes et les changements climatiques, pouvant entraîner la dégradation des sols et la désertification et l'aggravation de la pauvreté. Les innovations agricoles durables permettent de réduire les conséquences négatives sur l'environnement et les conditions de vie des populations rurales (voir CEA/OCDE, 2011). Faute de mesures complémentaires de la part de la société et des pouvoirs publics, les marchés risquent de n'avoir pas d'effet sur la préservation de l'environnement, provoquant ainsi les conditions d'une dégradation de l'environnement (PNUD, 2010).

Aux fins de promouvoir la préservation durable de l'environnement, le secrétariat conjoint CUA/CEA/BAD a joué un rôle important dans l'élaboration et le lancement d'initiatives régionales, notamment l'Initiative sur les politiques foncières et le Programme ClimDev-Afrique qui visent à accélérer la mise en œuvre du programme de développement durable de l'Afrique. Le NEPAD comprend un nombre de principaux cadres ou programmes qui intègrent les problèmes environnementaux du développement durable, à savoir le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), le Plan d'action de l'Initiative environnement, le Plan d'action à court terme pour les infrastructures, le Cadre pour l'eau et l'énergie, le Cadre stratégique de renforcement des capacités, le Cadre pour l'éducation, la santé et les technologies de l'information et de la communication.

La région Afrique a accompli des progrès dans les efforts qu'elle fait pour trouver des solutions aux problèmes environnementaux dans le cadre du développement économique et social. Les pays de la région ont signé un certain nombre d'accords multilatéraux sur l'environnement (AME) prévoyant des mécanismes pour relever le défi dans le domaine de l'environnement. Ils sont également parties à, au moins, 30 conventions internationales portant sur divers aspects de la gestion de l'environnement et des domaines connexes, notamment, le commerce qui a des incidences directes sur la préservation de l'environnement. La plupart d'entre eux ont signé les trois conventions internationales adoptées à la CNUED en 1992, à savoir la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Les pays africains ont également conclu d'autres accords multilatéraux sur l'environnement, notamment, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) et celles portant sur le commerce international des espèces menacées, la gestion des espèces migratoires, la gestion des déchets dangereux, le patrimoine culturel, l'épuisement de la couche d'ozone, la biosécurité, les espèces exotiques envahissantes et la gestion de la forêt.

Les pays africains ont également signé d'importants accords dans le domaine du commerce, particulièrement, avec l'Organisation mondiale du commerce et des accords connexes sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, et les dispositions sanitaires et phytosanitaires. Ils ont également signé plusieurs accords sur l'agriculture tels que la Convention internationale pour la protection des végétaux, qui ont des incidences importantes sur la biodiversité et le partage des avantages découlant de son utilisation. Les accords relatifs aux droits de l'homme et au développement permettent également aux gouvernements de la région de revoir leurs stratégies pour trouver des solutions aux problèmes environnementaux

Aux niveaux régional et sous régional, les gouvernements de la région ont souscrit à un certain nombre d'accords et de protocoles pour la protection et la gestion de l'environnement. Il s'agit de promouvoir la collaboration et l'harmonisation des politiques, stratégies et programmes nationaux. Le plus important de ces accords est la Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles, adoptée par l'UA en 2003. Nombre d'organisations sous-régionales se sont lancées dans l'élaboration de politiques et législations sur la gestion de l'environnement. Des accords multilatéraux importants ont été signés, notamment, sur la coopération en ce qui concerne la gestion des 63 bassins fluviaux internationaux, de la faune et de la flore et des forêts.

La mise en œuvre des engagements a été coordonnée par les institutions mises en place à l'échelle régionale et sous-régionale. L'Union africaine, par le biais du programme du NEPAD, reste l'organisme prenant les décisions les plus importantes pour trouver des solutions aux problèmes de développement durable. La Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (AMCEN) est un cadre qui a permis de définir une position commune de la région en ce qui concerne les questions liées à l'environnement et aux changements climatiques et de proposer des stratégies et des informations en matière de négociations aux négociateurs et responsables régionaux. Ces activités ont contribué à l'adoption d'approches participatives en ce qui concerne la gestion de l'environnement dans la région. L'Acte constitutif de l'Union africaine a prévu la création d'un comité technique spécialisé sur les ressources naturelles et l'environnement. Le Parlement panafricain, créé en 2004, dispose d'un comité permanent sur l'économie rurale, l'agriculture, les ressources naturelles et l'environnement. En redoublant d'efforts pour ce qui est de la mise en œuvre, la région continue d'administrer la preuve de sa volonté politique de trouver des solutions aux questions environnementales, comme il ressort d'un certain nombre de réunions récentes, notamment la treizième session de la Conférence des ministres africains de l'environnement en juin 2010, le septième Forum pour le développement de l'Afrique, le Sommet de l'Union africaine en janvier 2011 et la Conférence des ministres africains de l'économie et des finances (CAMEF) en mars 2011.

Les efforts déployés en vue d'associer d'autres parties prenantes telles que la société civile, permettent d'élargir le cadre de consultation en prenant un certain nombre d'initiatives. Il s'agit notamment du Forum mondial de la société civile et de l'Assemblée mondiale des femmes sur l'environnement du PNUE. Ces manifestations et autres initiatives à l'échelon régional ont joué un rôle important dans l'élargissement du cadre pour mieux faire entendre les préoccupations, les intérêts et priorités du public en ce qui concerne les questions liées à la gestion de l'environnement et à la gouvernance. La société civile a permis, par sa participation, d'élaborer des protocoles de l'UA en ce qui concerne les questions cruciales que sont les problèmes liés à l'environnement et au développement, y compris la biosécurité, les ressources génétiques et les droits des femmes.

Les pays de la région ont également fait des progrès en ce qui concerne l'établissement de partenariats avec des gouvernements et le secteur privé pour trouver des solutions aux problèmes environnementaux. Cela a permis de créer de mécanismes de gestion des ressources naturelles transfrontalières, de gestion des zones protégées et la mise en œuvre d'évaluations d'impact environnemental. La coopération a été également intensifiée en ce qui concerne la gestion des eaux transfrontières, la lutte contre le paludisme et les produits chimiques; la consolidation de la paix et la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre des engagements pris en matière de préservation de l'environnement dans un certain nombre de domaines, notamment le développement de la pratique de l'agriculture durable et biologique, comme ce fut le cas au Malawi et en Ouganda, le développement impressionnant de l'utilisation des énergies renouvelables dans des pays tels que l'Égypte et le Kenya, et les importants investissements prévus dans le domaine de l'énergie solaire en Afrique du Sud. En Namibie et au Rwanda, des efforts importants ont été faits pour restaurer les écosystèmes et promouvoir le tourisme durable. Au Congo et au Gabon, les efforts ont porté sur l'amélioration de la gestion des forêts. L'Afrique du Sud met actuellement en œuvre l'Initiative sur les ressources renouvelables (SARI) en vue d'intensifier la production de l'énergie renouvelable dans ce pays. De même, des centres nationaux de production d'énergie propre ont été créés dans les pays suivants : Égypte, Éthiopie, Kenya, Maroc, Mozambique, Afrique du Sud,

Tanzanie, Tunisie, Ouganda et Zimbabwe. Des institutions concernant la métrologie, les tests et la qualité sont en train d'être créées ou renforcées pour appuyer des programmes sur la santé et la qualité de l'environnement.

En dépit des progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements pris concernant le pilier de l'environnement, il existe des défis de taille qui appellent une attention sans délai. Le plus manifeste est le défi de l'intégration harmonieuse des piliers social, économique et environnemental du développement durable dans la planification, la budgétisation et la mise en place des plans et programmes. Il faut d'urgence que les politiques économiques nationales et sous-régionales apportent les réponses qui conviennent aux conséquences sur l'environnement. Les mécanismes et les systèmes administratifs portant sur les questions environnementales demeurent inadéquats. Le public n'est pas suffisamment sensibilisé aux véritables causes et à l'ampleur des problèmes environnementaux, ainsi qu'aux conséquences qui découleraient de la non-prise en charge de ces problèmes. Il convient également d'indiquer qu'on n'a pas suffisamment prévu les nouveaux problèmes environnementaux.

La région peut tirer parti, dans une large mesure, d'une stratégie de développement respectueuse de l'environnement. Cependant, pour faire ce grand bond, il faudra notamment :

- (a) Renforcer les capacités de mise en œuvre et réformer les politiques et programmes de développement nuisibles à l'environnement et encourager les autres qui sont bénéfiques tels que la politique concernant les marchés publics encourageant le secteur privé à avoir un comportement respectueux de l'environnement.
- (b) Donner les moyens aux ministres de l'environnement pour prendre toutes leurs responsabilités.
- (c) Poursuivre l'amélioration de la gouvernance environnementale internationale pour améliorer la réponse aux besoins de développement durable de l'Afrique et, dans cette optique, étudier la possibilité de renforcer le rôle et l'efficacité du PNUE dans la région.
- (d) Accroître le financement et d'autres moyens de mise en œuvre d'initiatives sur la préservation durable de l'environnement.
- (e) Encourager l'élaboration et l'application de mesures des performances de croissance, qui tiennent compte de la dégradation de l'environnement.
- (f) Investir et participer aux travaux de recherche concertée visant à mieux cerner comment les écosystèmes forestiers et marins, par exemple, peuvent avoir de nombreuses retombées et améliorer les conditions de vie.

C. Interconnexions

Les trois piliers du développement durable sont intimement liés. Cette interrelation a des implications profondes pour les politiques et les processus en matière de développement durable, qu'il faudra aborder avec beaucoup de soins. Le PNUE (2006) définit les corrélations dans le secteur de l'environnement comme étant des processus et mécanismes de la gestion environnementale qui reflètent les caractéristiques inhérentes systémiques des écosystèmes et des problèmes environnementaux, et l'interrelation entre les processus humains et les processus environnementaux à tous les niveaux de l'interaction entre les hommes et l'écosystème naturel. Les ressources natu-

nelles, notamment les terres, l'atmosphère, l'eau, la biodiversité et les activités humaines, fonctionnent comme un système et sont toutes reliées dans une toile complexe d'interaction et de rétroaction. Les défis en matière de développement durable sont également interreliés dans des processus spatiaux, thématiques et institutionnels. Les changements au niveau de la base des ressources naturelles et les défis posés au développement durable sont induits par les mêmes ensembles de facteurs, dont les changements démographiques; les processus économiques; les innovations scientifiques et technologiques; les modes de distribution; les processus culturels, sociaux, politiques et institutionnels; les modes de consommation et de production non durables; et la mondialisation qui a eu pour effets d'accroître les flux de biens, de services, de capitaux, les technologies, les connaissances, les informations, les idées et la main-d'œuvre à l'échelle mondiale. Les facteurs sont les pressions exercées sur les ressources naturelles par les activités humaines, notamment l'utilisation des terres/le changement du couvert végétal (par ex. l'expansion ou la réduction de l'agriculture, le développement urbain, la dégradation des terres et des sols, la déforestation, la fragmentation de l'habitat); les récoltes et la consommation des ressources, y compris la surexploitation (ex. l'abattage des arbres, l'exploitation minière, la pêche et la récolte des espèces); l'introduction/l'élimination d'espèces (ex. les espèces envahissantes, les organismes génétiquement modifiés, l'élimination des espèces de poisson); la variabilité et le changement climatiques (ex. la température, les précipitations, le niveau de la mer, les phénomènes extrêmes, les incendies de forêt); la pollution atmosphérique (ex. les gaz à effet de serre, l'acidification, enrichissement en CO₂); les facteurs externes (ex. l'irrigation, les engrais, les substances chimiques destinées à la lutte phytosanitaire); les processus naturels, physiques et biologiques (ex. volcans, évolution); et les catastrophes, telles que les guerres et les changements climatiques. Il existe une relation complexe entre ces facteurs, qui à son tour, a une incidence sur la base des ressources naturelles. La compréhension de ces corrélations s'avère utile dans l'élaboration des politiques et programmes visant à relever les défis liés au développement durable.

Les défis de développement qui se posent à la région appellent l'adoption d'une approche par les corrélations au développement durable, de façon à permettre une réponse efficace aux systèmes humains et écologiques complexes. Pour aider les pays à assurer une mise en œuvre efficace des conventions, traités, protocoles et objectifs de développement convenus au plan international, l'approche par les corrélations a identifié des domaines pouvant faire l'objet d'une coopération et d'une programmation conjointes entre les acteurs, les pays, les sous-régions et régions. Adopter une approche par les corrélations dans la formulation de politiques et le développement de programmes peut permettre de garantir la pertinence, la solidité et l'efficacité de ces interventions, et que ces mesures soient basées sur des principes intersectoriels et interdisciplinaires (PNUE, 2006). Par conséquent, une approche par les corrélations offre une opportunité pour mieux coordonner et harmoniser les politiques afin d'éliminer toute contradiction, d'éviter des chevauchements et d'accroître les capacités pour la mise en œuvre du développement durable.⁷ S'il est pleinement mis en œuvre par le biais de l'approche par les corrélations, le développement durable se traduit par la réduction des conflits et des cas de chevauchement des tâches, le renforcement des complémentarités et des synergies, et l'exploitation accrue des possibilités de développement.

La complexité et l'ampleur des liens entre les piliers du développement durable requièrent que les décideurs procèdent à une hiérarchisation des liens qui appellent une attention immédiate et qui optimiseront la croissance et le bien-être en tant combinaison d'actions liées. Ces actions nécessitent des systèmes institutionnels renforcés par l'harmonisation et le suivi des politiques,

une compréhension scientifique plus poussée des liens par le biais de la science, de la technologie et de l'innovation, et une gouvernance ; et une gouvernance adaptative du développement.

La région Afrique est pleinement consciente de l'interdépendance et du renforcement mutuel des piliers du développement durable ainsi que de l'importance de ces aspects. C'est pourquoi, le NEPAD privilégie l'approche par les corrélations en ce qui concerne le développement durable de la région. Cependant, peu de progrès a été enregistré pour ce qui est de l'intégration harmonieuse de ces piliers dans les stratégies d'intégration nationales et sous-régionales. Pour tirer pleinement parti de ces corrélations, les gouvernements de la région doivent mettre en place les cadres institutionnels et stratégiques appropriés et des systèmes d'accompagnement pour promouvoir une approche globale et intégrée permettant de relever les défis du développement. Les mesures stratégiques prises aux niveaux mondial, régional et national en faveur des OMD offrent des opportunités inestimables pour exploiter l'effet de synergie des piliers du développement. Le présent rapport préconise le renforcement des interconnexions entre les piliers afin de réaliser les objectifs du développement durable.

IV. Comblar les lacunes de la mise en œuvre et moyens nécessaires

Les moyens pour la mise en œuvre des engagements pris au titre du développement durable sont les ressources financières et techniques requises pour obtenir des résultats spécifiques en matière de développement. Il s'agit notamment de moyens financiers (internes et externes – aide publique au développement, investissements directs étrangers et allègement de dette, entre autres), de renforcement des capacités (y compris l'éducation), de l'intégration régionale, d'échanges commerciaux, de transfert de technologies écologiquement rationnelles, et de coopération Sud-Sud. Au cours de la CNUED, les pays ont pris l'engagement de financer la mise en œuvre d'Action 21 sur leurs ressources internes devant être complétées par l'aide des partenaires de développement. Cet engagement a été réaffirmé dans les conclusions du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, tenu à Busan (Corée du Sud) en décembre 2011. Entre-temps, les pays développés ont continué de réaffirmer leur volonté d'atteindre l'objectif convenu, fixé par les Nations Unies, d'affecter 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement.

Financement du développement durable: Avant la crise financière mondiale, la plupart des pays africains avait accompli des progrès notables, notamment en améliorant le ratio recettes publiques/produit intérieur brut qui, en Afrique subsaharienne, est passé d'une moyenne d'une moyenne de 21% à plus de 27% entre 2001 et 2008. Une autre source majeure d'épargne intérieure est constituée par les envois de fonds de la diaspora africaine, qui s'élèvent à près de 40 milliards de dollars expédiés à leurs familles et à leurs communautés dans leurs pays d'origine tous les ans (FIDA, 2009). L'APD est passée à 46 milliards de dollars en 2010. Il s'agit d'un niveau record, mais qui reste toutefois inférieur au total des engagements pris en 2005 (CEA et OCDE, 2011). En 2010, les flux d'IED ont été ramenés de 72 milliards de dollars en 2008 à 58,6 milliards de dollars en 2009. Toutefois, les flux destinés aux industries extractives ont augmenté. Les apports de capitaux extérieurs ont sensiblement renforcé l'investissement intérieur et les dépenses publiques dans de nombreux pays de la région.

Des mécanismes de financement novateurs bénéfiques à la région ont été mis en place pour appuyer le développement durable dans les pays en développement, dont: la Facilité internationale d'achat de médicaments (UNITAID), la Facilité internationale de financement pour la vaccination (IFFIm) de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), les engagements préalables d'achat, la Contribution volontaire de solidarité à UNITAID, le Global Fund, Debt2Health, le marché de carbone, et les investissements et les placements dans les entreprises citoyennes.⁸ Toutefois, les progrès accomplis au titre du financement de la lutte contre les effets des changements climatiques restent insuffisants. Le Fonds vert, prévu initialement dans l'Accord de Copenhague, a été mis en place durant la seizième Conférence des Parties à Cancun. La dix-septième Conférence des Parties à Durban s'est engagée à rendre le Fonds pleinement opérationnel en 2012. En outre, les flux de financement à mise en œuvre rapide, auxquels les pays développés ont souscrit à la quinzième Conférence des Parties à Copenhague, tardent à voir le jour, tandis qu'on continue d'assister à un manque persistant de transparence dans les allocations par pays et la sélection des activités.

Efficacité du développement: Les pays en développement discutent de plus en plus de leurs stratégies nationales de développement avec leurs parlements et les électeurs); les donateurs alignent de plus en plus leur aide sur les stratégies nationales et s'emploient à rationaliser leurs efforts aux fins de l'harmonisation des pratiques (OCDE, 2008).

Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne le déliement de l'aide, l'amélioration de la qualité des systèmes de gestion des finances publiques des pays en développement, l'amélioration de la qualité de l'assistance technique, et la promotion de la responsabilité mutuelle. Face au retrait du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide prévu pour juin 2012, une des conclusions du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité du développement, la région devra explorer des mécanismes pour la représentation et la participation de l'Afrique au suivi de la mise en œuvre des conclusions du Forum de Busan dans le cadre du nouveau Partenariat mondial pour la coopération sur l'efficacité du développement.

Les gouvernements africains ont fait montre d'engagement et de volonté politique en ce qui concerne l'efficacité du développement, l'amélioration des cadres de consultations et de coordination, et la décision de parler d'une voix commune s'agissant du développement de la région. En dépit des perspectives prometteuses, l'intégration de l'APD dans les budgets nationaux est encore peu poussée. En outre, des progrès limités ont été accomplis dans l'amélioration de la qualité des plans nationaux de développement; et même dans les pays qui ont accompli des progrès, l'établissement de liens entre les stratégies et les ressources budgétaires restent un défi. Les partenaires de développement devront intensifier leurs efforts pour ce qui est de la coordination des missions et des études. La région et ses partenaires de développement se doivent d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres pour suivre et rendre compte des résultats.

Mise au point et transfert de technologies: L'avancée majeure dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) au cours de la dernière décennie dans la région a été l'élaboration du Plan d'action consolidé du NEPAD pour la science et la technologie et la mise en place du Conseil ministériel africain sur la science et la technologie de l'UA (AMCOST) qui en assure la supervision. Le Plan d'action consolidé identifie les domaines prioritaires clés sur lesquels l'Afrique doit travailler, ainsi que les stratégies et processus politiques pour leur mise en

⁸ Douste-Blazy, P, Innovative financing for development the i- 8 group Leading Innovative Financing for equity [L.I.F.E.] <http://www.un.org/esa/ffd/documents/InnovativeFinForDev.pdf>

œuvre. Les Nations Unies appuient ce plan par le biais de son Groupe thématique sur la science et la technologie composé de plus de dix organismes travaillant dans le cadre du Mécanisme de coordination régionale (MCR) coordonné par la CEA, en étroite collaboration avec la Commission de l'UA et la BAD.

L'accent récent mis sur la modernisation durable de l'agriculture et la transformation des zones rurales sur la base de la recherche dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) du NEPAD et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, est très encourageant. Plusieurs pays y participent, avec des plans de modernisation de l'agriculture ou des stratégies d'industrialisation axées sur l'agriculture. En ce qui concerne les technologies de l'information et de la communication (TIC), un nombre de pays a élaboré des politiques et plans relatifs à l'infrastructure nationale de l'information et de la communication dans le cadre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique », qui définit les orientations et mécanismes institutionnels nécessaires pour promouvoir un environnement propice à la concurrence et à l'investissement.

La science, la technologie et l'innovation ont un rôle important à jouer dans la réalisation des objectifs de développement durable du continent. Cependant, ces activités figurent parmi celles qui ont bénéficié d'un soutien des plus inadéquats dans la région. La poursuite des faibles investissements dans la science et la technologie en Afrique est également manifeste dans la baisse de la qualité de l'enseignement de la science et de la formation des ingénieurs à tous les niveaux des systèmes éducatifs. Les institutions d'enseignement supérieur, en particulier les universités et établissements secondaires techniques, ont un besoin urgent de renouvellement après plusieurs années de négligence et de prise en compte insuffisante des priorités nationales. Toutefois, les récents développements aux plans international et régional constituent de nouvelles sources d'espoir et d'action

Développement des capacités: Les capacités constituent les moyens les plus importants pour la mise en œuvre des engagements au titre du développement durable. Elles permettent de fixer les priorités, de mettre au point des programmes, de concevoir des cadres de mise en œuvre adéquats et de suivre et évaluer la performance de chacun des piliers. Les pays de la région doivent renforcer leurs compétences et leurs institutions, développer leurs infrastructures, moderniser leurs systèmes éducatifs, et offrir des services publics. À cet effet, il faudra élaborer un programme de renforcement des capacités par pays ou pour la région sur la base de son programme de développement. Le programme de renforcement des capacités doit tenir compte des exigences liées à la mise en œuvre du cadre de développement durable de l'UA-NEPAD. Il doit répondre aux besoins de dirigeants efficaces, de changement approprié de comportement, d'institutions fortes et pertinentes, de politiques efficaces, de promotion d'un cadre propice à la participation des citoyens à la gouvernance et aux processus d'élaboration des politiques, et de renforcement du cadre pour innover et générer de nouvelles connaissances. Le processus de renforcement des capacités nécessite une coordination et devrait être axé sur toutes les sphères de la gouvernance, de la communauté au niveau local ainsi qu'à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale, y compris des institutions et des parties prenantes clés. Les stratégies de renforcement des capacités par secteur devront être renforcées, bien ciblées et coordonnées.

Au fil des ans, la région a accompli des progrès par le biais des efforts déployés au niveau des pays et des sous-régions, ainsi qu'avec le concours des partenaires de développement, pour faire face aux contraintes et défis en matière de capacités. Les gouvernements africains ont souscrit au pro-

gramme d'action en faveur de l'éducation pour tous (EPT). Afin de combler les lacunes relevées dans le premier plan pour l'éducation, la Deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique (2006-2015) va plus loin que l'objectif d'accroissement de la scolarisation dans l'enseignement primaire (CEA et OCDE, 2011).

La Banque mondiale, la CEA parmi plusieurs organismes des Nations Unies, la BAD et les organisations multilatérales et bilatérales majeures ont pris une part considérable à la réponse. Le Consortium pour la recherche économique en Afrique a vu le jour en 1988; la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique a été créée en 1991; le Partenariat pour le renforcement des capacités en Afrique (PACT) a été lancé en 1999 ; le FMI a ouvert les Centres régionaux d'assistance technique en Afrique (AFRITAC) en 2002; et l'UA-NEPAD a en 2010 déployé le cadre régional de renforcement des capacités, le Cadre stratégique de renforcement des capacités (CDSF), entre autres multiples initiatives.

Il ressort d'une récente enquête portant sur 34 pays africains que 70 % d'entre eux avaient intégré le renforcement des capacités dans leur plan national de développement, vision ou stratégie, et que 54 % disposaient de programmes nationaux spécifiques de renforcement des capacités (ACBF, 2011). Les pays africains ont amélioré le cadre politique pour le renforcement des capacités par l'élaboration de stratégie nationale de développement, la mise en place de mécanismes efficaces de dialogue et l'établissement d'un nombre croissant de partenariats. L'enseignement primaire demeure une haute priorité nationale, mais un accent croissant est mis sur l'enseignement secondaire et la formation professionnelle. Le renforcement des capacités constitue désormais un élément transversal dans toutes les modalités de fourniture de l'aide

En dépit des progrès importants accomplis dans le domaine du renforcement des capacités, les taux de scolarisation et d'achèvement des études restent faibles, particulièrement aux niveaux post-primaires, avec une moyenne inférieure à 70 %. La qualité de l'éducation continue d'être un problème. Le nombre d'enseignants qualifiés reste très inférieur aux besoins. Bien que plusieurs pays d'Afrique aient élaboré des documents stratégiques de politique pour orienter le renforcement des capacités, le taux de progrès est insuffisant pour tenir les engagements en matière d'éducation et de renforcement des capacités. L'assistance technique en faveur de l'éducation et du renforcement des capacités reste fragmentaire, et n'est pas souvent alignée sur les stratégies des gouvernements et ne répond pas à leurs priorités. Assurer la rétention du personnel formé continue d'être un sérieux problème pour plusieurs pays africains. Il existe donc un besoin urgent de veiller à accorder la priorité nécessaire au renforcement des capacités humaines et institutionnelles, en tant que question transversale dans tous les efforts de coopération au service du développement, ainsi qu'à travers des interventions ciblées, alignées sur les besoins et priorités de développement durable identifiés par les pays.

Commerce et accès aux marchés: Le commerce international, notamment l'accès aux marchés pour les produits d'exportation, constitue un élément important pour la croissance et le développement économiques. Le lien entre le commerce et le développement est souligné dans l'Action 21, puis réaffirmé dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et la Déclaration ministérielle de Doha. Au plan international, les pourparlers de Doha ont inclus des discussions sur la mise en œuvre, le renforcement des capacités, l'environnement, l'aide pour le commerce et le traitement spécial et différencié. En 2010, quelques progrès spécifiques ont été enregistrés, notamment l'accord sur la banane, de même que sur le commerce du coton et les barrières non tarifaires,

ainsi qu'un engagement notable du groupe africain. Toutefois, le soutien intérieur et la subvention des exportations (notamment le coton) restent élevés dans les principales économies de l'OCDE.

Les accords de coopération et le commerce régional sont essentiels pour le développement durable en Afrique. Au niveau régional, les tarifs douaniers ont, en moyenne, baissé. Des progrès sont enregistrés dans le domaine de la création de zones de libre-échange (ZLE) et d'unions douanières, comme en témoignent les efforts déployés pour créer une zone de libre-échange regroupant les pays du COMESA, de la CAE et de la SADC. Des projets d'infrastructures communes, tels que l'Initiative présidentielle des champions de l'infrastructure (PICI),⁹ ont été initiés dans le cadre de ce programme. Durant la crise mondiale, les échanges intra-régionaux se sont avérés plus résilients que le commerce international, affichant également une plus faible dépendance des marchés internationaux de produits de base. En dépit de ce signe positif, le niveau d'intégration du commerce en Afrique reste encore bien inférieur à celui des autres régions.

Plusieurs pays africains et communautés économiques régionales participent aux négociations bilatérales ou commerciales afin de diversifier leurs marchés d'exportation et de renforcer leur intégration dans le système économique mondial.

Intégration régionale: L'intégration régionale constitue un moyen pour réaliser le développement durable. La conscience de l'importance de ce mécanisme est forte dans la région et à l'origine des nombreuses initiatives de coopération régionale. La création en 1963 de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), peu après l'accession de plusieurs pays africains à l'indépendance politique, constitue une parfaite illustration de l'attachement à la coopération et à l'intégration régionales. La transformation de l'OUA en Union africaine a déclenché une série d'actions visant à accélérer les progrès vers la réalisation de l'intégration régionale. Plusieurs institutions régionales ont été mises en place et renforcées, dont la Commission de l'Union africaine, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, et le parlement panafricain, qui contribuent toutes à faciliter l'obtention d'un plus large consensus sur l'agenda de l'intégration régionale. La mise en place des autres institutions continentales essentielles, telles que la Banque africaine d'investissement, le Fonds monétaire africain et la Banque centrale africaine connaît une accélération.

Le Programme minimum d'intégration (PMI) a été mis en place afin de rationaliser et d'accélérer le processus d'intégration. Il contribuera, entre autres, à renforcer la convergence des communautés économiques régionales (CER), qui font déjà l'objet de rationalisation. Collectivement, l'Afrique a noué un nombre de partenariats avec l'extérieur, guidée par une approche régionale en matière de coopération extérieure. Au nombre de ces partenariats figurent les partenariats multilatéraux dans le cadre de l'OMC et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) – les accords de partenariat économique avec l'Union européenne.

Des progrès considérables ont été enregistrés en matière d'intégration régionale (CUA, 2011), particulièrement par le biais des différentes communautés économiques régionales, qui constituent les composantes de base du processus d'intégration de la région. En dépit de ces progrès, un nombre de défis et de contraintes continue de se poser à l'accélération de l'intégration dans la région, notamment: la multiplicité des CER et les adhésions croisées; la crainte de perdre sa souveraineté; un environnement politique très instable, qui rend les conflits manifestes dans certains pays de la région; le manque de mécanisme d'autofinancement, et l'absence d'un mécanisme

⁹ Plan d'action de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, 2012.

d'indemnisation. Les autres défis sont: la faible capacité institutionnelle pour la mise en œuvre du programme d'intégration à l'échelle; la faiblesse des échanges commerciaux intra-régionaux, et l'intégration physique peu poussée. Le rôle de l'intégration régionale dans les domaines que sont la promotion de la diversification économique, l'élargissement des marchés, la mutualisation des ressources et leur allocation plus rationnelle, le traitement des questions et des défis trans-frontières et celles relatives à la mondialisation auxquels fait face le continent, en fait un mécanisme crucial pour la réalisation des aspirations de développement de l'Afrique. Par conséquent, l'approfondissement et l'accélération de l'intégration régionale de l'Afrique devront continuer de figurer au premier rang des priorités pour les pays africains et leurs partenaires de développement. L'agenda d'intégration régionale devra être pris en compte à l'échelle nationale. À cet égard, il ya lieu de renforcer la volonté politique et d'aider les pays du continent à entreprendre et mettre en œuvre des réformes nationales, dont la mise en place des cadres institutionnels nécessaires à l'appui du programme d'intégration régionale.

Coopération Sud-Sud: Comme moyen d'honorer les engagements au titre du développement durable, la coopération Sud-Sud joue un rôle important dans la promotion du commerce, l'accès au financement et à l'investissement, de même que l'échange de connaissances, de compétences et d'expertise technique. La coopération Sud-Sud est un engagement vis-à-vis de la solidarité entre les peuples et les pays du Sud qui contribue à leur bien-être national, et l'autosuffisance collective et la réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment les OMD.

Afin de promouvoir la coopération Sud-Sud, la région a conclu un nombre d'arrangements pour renforcer et coordonner les efforts de coopération Sud-Sud entre l'Afrique et les autres pays du Sud, tels que la Chine, la République de Corée du Sud, l'Inde et le Brésil. Le Forum sur la coopération entre la Chine et l'Afrique (FOCAC) a été lancé en 2000. En 2009, la Chine a annoncé des mesures visant à établir un partenariat sino-africain en vue de lutter contre les changements climatiques; de renforcer la coopération avec l'Afrique dans les domaines de la science et la technologie; d'aider l'Afrique à renforcer ses capacités; d'élargir davantage l'accès du marché chinois aux produits africains; d'approfondir la coopération en matière de soins médicaux et de santé; de renforcer la coopération dans la valorisation des ressources humaines et l'éducation, et de développer les échanges culturels et entre les peuples. La République de Corée a mis en place une Initiative pour le développement de l'Afrique. Cette initiative est soutenue par le Forum de la République de Corée-Afrique. Le Sommet du Forum Inde-Afrique, qui se tient tous les trois ans, a été institutionnalisé. Les autres mécanismes de coopération sont les suivants: le partenariat Inde-Brésil-Afrique du Sud et le Sommet de la coopération Turquie-Afrique. On note également des initiatives interrégionales telles que le Partenariat entre l'Afrique et l'Amérique du Sud (ASA) et le Nouveau partenariat stratégique entre l'Asie et l'Afrique (NAASP). De même, au sein du continent, la coopération Sud-Sud s'est intensifiée. Par exemple, suite à la rapide percée des entreprises sud-africaines sur le reste du continent, on enregistre une hausse de l'investissement de l'Afrique du Sud dans les pays concernés depuis l'avènement de la démocratie en Afrique du Sud en 1994.

Dans l'ensemble, l'intensification de la coopération Sud-Sud de l'Afrique a eu pour effet d'accroître significativement l'importance des pays en développement dans le commerce des marchandises. En outre, les flux officiels des pays en développement à l'Afrique ont également augmenté. Selon les estimations de la CNUCED (2010), l'aide à l'Afrique provenant des pays en développement s'établissait autour de 2,8 milliards de dollars en 2006. Des progrès importants ont été certes

réalisés en ce qui concerne le renforcement de la coopération Sud-Sud, mais le partenariat est confronté à des défis auxquels il faut s'attaquer. Au nombre de ces défis, on peut citer les arrangements de coopération multiples et fragmentés, l'inadéquation de la stratégie, et le faible profil environnemental de certaines initiatives de coopération Sud-Sud.

Si la coopération Sud-Sud est devenue une source importante d'investissements étrangers directs et d'aide publique au développement, la région doit s'attaquer aux défis y afférents afin de tirer pleinement profit des initiatives de coopération Sud-Sud. Elle doit mettre au point une stratégie efficace pour guider son engagement dans les partenariats au titre de ces initiatives. Cette stratégie devrait tenir compte des priorités de la région et par conséquent bien s'aligner sur sa vision et ses programmes, notamment ceux contenus dans le NEPAD, qui est le cadre pour le développement durable du continent. Les pays africains et leurs partenaires du Sud devront garder à l'esprit les questions liées à la soutenabilité de la dette pour les pays bénéficiaires. Il faudra améliorer le profil environnemental des initiatives de coopération Sud-Sud. Dans le cadre de l'établissement des partenariats au titre de cette coopération, une attention particulière devra être accordée au renforcement des capacités des pays bénéficiaires, ainsi qu'à la pérennité des initiatives et aux résultats de la coopération.

La coopération Sud-Sud ayant gagné en importance au point de constituer un canal par lequel un appui est apporté aux pays de la région en vue de les aider à honorer leurs engagements en matière de développement durable, elle n'est cependant pas un substitut de la coopération Nord-Sud, mais plutôt un complément. Il importe donc que les donateurs traditionnels de l'Afrique s'attachent à intensifier leurs efforts à l'appui de la coopération entre le continent et le Sud et de la coopération triangulaire.

V. Conclusions et recommandations

Compte tenu de ce qui précède, selon le présent rapport, l'Afrique a accompli des progrès mesurables en ce qui concerne la mise en œuvre des engagements relatifs à l'Action 21, au Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et au Plan de mise en œuvre de Johannesburg. Avec une volonté politique forte et soutenue, des stratégies bien conçues, une plus grande sensibilisation et un engagement plus important des parties prenantes à l'échelle infranationale, nationale, sous-régionale, régionale et mondiale et une plus grande prise de conscience de la nécessité et des avantages du développement durable de la région, les résultats obtenus au cours de ces deux dernières décennies auraient été plus robustes. Ils sont tout de même appréciables au regard des contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des engagements pris.

A. Conclusions

Le présent rapport tire les principales conclusions suivantes:

- (a) La région se félicite du concept et de la nécessité du développement durable, mais note que sa compréhension nécessite un approfondissement au niveau des entités sous-régionales afin de permettre une intégration efficace des activités sous les trois piliers.
- (b) Dans l'ensemble, la région a accompli des progrès encourageants dans la mise en œuvre des engagements au titre du développement durable, au regard du nombre d'OMD

réalisé. Toutefois, elle ne réalisera pas toutes les OMD à l'horizon 2015. Les résultats varient d'une sous-région à une autre, et des défis de taille restent à relever.

- (c) D'une façon générale, les questions et tendances prioritaires du développement durable ont été prises en compte par les stratégies de développement et d'intégration régionale des communautés économiques régionales, au nombre desquels figuraient certains engagements émanant des programmes du NEPAD. Ces stratégies étaient censées refléter les priorités de chaque pays telles qu'exprimées dans ses plans de développement, mais affichaient des différences par rapport aux cadres nationaux et régionaux. Comme il fallait s'y attendre, il existait des divergences entre les cinq sous-régions en ce qui concerne les priorités.
- (d) Des cadres institutionnels pour la gestion du développement durable existaient, mais étaient mal coordonnées, vu que les questions et activités étaient traitées par différentes entités, particulièrement à l'échelon national. Par exemple, le ministère du commerce dans certains pays pouvait délivrer des permis d'exploitation minière sans aucune coordination avec le ministère de l'environnement, qui s'occupait des évaluations d'impact environnemental.
- (e) Il existe une compréhension des liens qui existent entre les piliers, mais la mise en œuvre de projets et programmes ne tient pas compte de la nécessité d'un développement équilibré. Il s'ensuit une surexploitation des ressources dans les efforts visant à relever le défi que constitue la lutte contre la pauvreté et la faim.
- (f) Le concept d'économie verte n'est pas encore bien cerné, et est perçu comme un paradigme imposé de l'extérieur. Il faudra déployer des efforts pour approfondir la compréhension du concept.
- (g) Certains des défis identifiés lors du Sommet mondial sur le développement durable en 2002, notamment la lutte contre le VIH/sida, les TIC et l'impact de la mondialisation, persistent et ont besoin d'une attention. Depuis lors, de nouveaux défis ont vu le jour, notamment la crise financière mondiale (aggravée par la crise de la dette souveraine des économies avancées); la crise alimentaire, la crise des engrais et de l'énergie; les changements climatiques, les défis persistants de capacités humaines et institutionnelles, ainsi que le transfert peu adéquat des technologies écologiquement rationnelles.
- (h) Les moyens pour la concrétisation des engagements pris au titre du développement durable ont été insuffisants, ce qui a constitué une sérieuse contrainte pour la mise en œuvre. Il existait peu de fonds pour les projets et programmes de développement; une multiplicité de cadres stratégiques, ce qui a été source de confusion; des faiblesses institutionnelles dues au manque de capacités; une faible volonté politique et détermination pour tenir les engagements; un chevauchement des mandats et fonctions parmi les institutions, avec pour conséquence des rivalités; une faible articulation des cadres pour l'établissement de partenariats avec le secteur privé afin de tirer pleinement parti de sa contribution potentielle; et une absence de vision à long terme, ce qui a conduit à la mise en œuvre de projets à court terme non viables et incohérents en grande partie liés aux calendriers électoraux des pays.

B. Recommandations

Aux fins d'amener la région à intensifier davantage ses efforts, le présent rapport recommande ce qui suit :

1. Cadre institutionnel et politique de développement durable

- (a) Le NEPAD, en tant que cadre de développement durable de la région, doit continuer d'être soutenu, et son programme financé comme il convient, pour obtenir les résultats de développement dont ont besoin les Africains. Ceux-ci ont besoin de constater les résultats du développement durable. Les stratégies de développement doivent mettre l'accent sur le pilier social, de façon à ce que les pauvres et les moins privilégiés soient adéquatement ciblés par le biais des programmes de protection sociale et de développement.
- (b) Un programme systématique devrait être élaboré pour aider les pays de la région dans leurs efforts d'élaboration et de mise en place de stratégies nationales de développement durable. En plus de ce programme, la CEA devra diriger un processus de création d'une plateforme pour l'apprentissage et le partage des connaissances entre les conseils nationaux de développement durable afin de faciliter l'échange d'expérience, de formation et la création de réseaux.
- (c) Les stratégies nationales et régionales de développement devraient s'inscrire dans des cadres de développement durable de façon à permettre la fixation d'objectifs pour la réalisation du développement durable. Les pays et les communautés économiques régionales ne devraient pas simplement intégrer les objectifs et politiques de développement durable dans leurs stratégies de développement. Les stratégies nationales actuelles de développement durable devraient être étoffées davantage, et il faudra aligner les programmes de renforcement des capacités sur les besoins de développement durable.
- (d) Les pays devront accélérer les progrès dans l'harmonisation des institutions chargées du développement durable par une planification intégrée, et promouvoir la cohérence au niveau des politiques. Il faudra renforcer les conseils nationaux de développement durable.
- (e) L'UA devrait veiller à ce que tous les pays de la région élaborent des stratégies nationales de développement durable et des plans d'exécution assortis de jalons clairs indiquant les résultats obtenus pour chacun des piliers du développement durable.

2. Dirigeants politiques et volonté politique

- (a) La question des dirigeants politiques efficaces est au cœur des efforts en vue du développement durable. Les dirigeants africains doivent renouveler leur engagement en faveur du développement durable. Il faudrait encourager l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants à la suite d'élections crédibles, répondant à la nécessité d'apporter des changements, d'engager des réformes et de dégager de nouvelles perspectives en vue du développement durable.
- (b) Les pays de la région doivent être plus sensibilisés aux questions liées au développement durable et prendre des mesures incitatives pour encourager toutes les parties prenantes nationales à participer à ce processus. Les dirigeants de tous les secteurs de l'économie et

de la société doivent montrer la voie en encourageant des pratiques conformes au développement durable et veiller à ce que toutes les parties prenantes s'y engagent.

3. Gouvernance, processus et programmes

- (a) Il y a lieu d'élargir la portée du programme de l'UA-NEPAD. L'examen décennal du programme du NEPAD offre une excellente occasion pour renforcer davantage son accent sur le développement durable. La mise en œuvre des différentes composantes du programme devrait être axée sur les approches intégrées et par les corrélations à la croissance et au développement.
- (b) Le MAEP est une bonne initiative pour renforcer la gouvernance dans la région. Tous les pays devraient y adhérer et faire l'objet de l'évaluation par les pairs. Un Fonds africain pour le développement durable devrait permettre de mobiliser des ressources pour aider les pays africains à mettre en œuvre les plans d'action nationaux résultant de l'évaluation. Seuls les pays ayant un plan d'action national pourraient avoir accès aux ressources de ce Fonds.
- (c) Les activités du MAEP devraient comprendre l'adoption de mesures énergiques pour évaluer la mesure dans laquelle les politiques et programmes des plans d'action nationaux s'inscrivent dans le cadre du développement durable.

4. Cadre de renforcement des capacités humaines et institutionnelles

- (a) L'Afrique en tant que région doit élaborer une nouvelle stratégie de renforcement des capacités qui répond clairement aux besoins de capacités du continent pour réaliser le développement durable. La plupart des cadres actuels sont inappropriés et doivent être revus pour répondre à la nécessité de promouvoir le développement durable de la région. Il faudra renforcer les capacités institutionnelles pour appliquer la nouvelle stratégie. Les capacités opérationnelles de l'Agence de planification et de coordination et du secrétariat du MAEP devront être renforcées. En particulier, il faudra renforcer la structure, les opérations et la capacité de l'Agence afin de lui permettre de jouer un rôle important en tant que groupe de réflexion et de conduire la mise en œuvre du programme de développement durable à l'échelon régional.
- (b) Il faudra renforcer l'Agence de planification et de coordination du NEPAD pour lui permettre de piloter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des engagements pris en matière de développement durable dans le programme du NEPAD. Elle devrait disposer d'une stratégie régionale de renforcement des capacités alignée sur les piliers du développement durable. Elle devrait, également, être en mesure d'apporter une assistance technique aux communautés économiques régionales et aux pays pour les aider à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et programmes propres à promouvoir le développement durable. Dans cette optique, le cadre stratégique de renforcement des capacités du NEPAD/UA devrait être complètement revu pour servir de base au renforcement des capacités afin de mettre en œuvre les engagements pris en ce qui concerne le développement durable.

- (c) Il faudrait renforcer et appuyer la CEA pour qu'elle s'acquitte effectivement du mandat qui lui est confié en ce qui concerne le développement durable à l'échelon régional et sous-régional au profit des États membres et pour obtenir des résultats tangibles dans le domaine du développement durable
- (d) Le Bureau régional du PNUE pour l'Afrique devait être transformé et renforcé pour qu'il devienne une institution régionale à part entière chargée de fournir des conseils techniques pour assurer un développement durable de la région. Il devrait disposer des capacités et des ressources nécessaires pour assumer cette responsabilité.
- (e) Les programmes d'enseignement de la région devraient être réformés pour promouvoir le développement des connaissances et compétences en vue du développement durable à tous les niveaux. Il faudrait encourager les principales entreprises du secteur privé à financer des études sur le développement durable dans des universités de la région
- (f) Les institutions régionales et sous-régionales, notamment les ONG, œuvrant pour le développement durable de l'Afrique, devraient être renforcées et encouragées.

5. Ressources financières

- (a) L'Afrique a besoin de ressources financières et techniques importantes pour promouvoir le développement durable. Un mécanisme de financement dans les cadres actuels d'aide au développement devrait permettre d'étudier la possibilité de créer un Fonds africain de développement durable pour des interventions spéciales. Il faudrait définir des critères d'admissibilité clairs pour obtenir des ressources du Fonds. Ce dernier encouragera les interventions dans les domaines prioritaires, notamment le renforcement des capacités et la réforme des institutions et des processus ; la recherche et le développement pour appuyer les innovations et la production de nouvelles connaissances ; l'étude des options en matière de politique et l'évaluation de l'efficacité des taxes écologiques ; l'élaboration de mécanismes de transfert, d'adaptation et d'application de technologies et les réformes des politiques en matière d'infrastructure.
- (b) Des fonds d'affectation spéciale pour le développement durable à l'échelon national devraient être créés dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement et le secteur privé pour fournir les ressources nécessaires aux programmes conjoints de recherche-développement que les institutions d'enseignement supérieur et les centres de recherche spécialisés mettront en œuvre sur les diverses questions intéressant le développement durable.
- (c) L'Agence du NEPAD, en collaboration avec la CEA, de la BAD et de la CUA, devrait explorer des mécanismes en vue de mobiliser des ressources internes pour la mise en œuvre des programmes de développement durable dans la région. Un volet de cet effort devrait consister à aider les pays à identifier et mettre au point des mécanismes de financement innovateurs pour compléter les fonds des gouvernements et des partenaires de développement.
- (d) Les ressources et allocations fournies aux pays pour les projets par le Fonds pour l'environnement mondial devront être sensiblement augmentées. La dégradation des terres, qui n'était pas prise en compte dans le cadre du RAF du FEM-4 RAF, devrait devenir éligible au financement dans le cadre de ce Fonds.
- (e) Le Sommet de Rio+20 devra mobiliser un soutien pour le financement adéquat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, car elle est la moins

dotée en ressources de toutes les trois Conventions de Rio Conventions.

- (f) Il faut que les pays mettent au point des systèmes de paiement pour les services fournis par les écosystèmes et institutionnalisent les programmes de ressources à base communautaire.
- (g) La concentration actuelle des investissements étrangers dans seulement quelques pays a pour conséquence de désavantager un nombre de pays. Des efforts délibérés s'imposent pour corriger cet état de choses.

6. Partenariats et responsabilités communes

- (a) Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs prévoit la responsabilité des entreprises, la responsabilité sociale et environnementale, le secteur privé jouant un rôle important dans la mise en œuvre. Il faudra que les pays de la région mettent en place des instruments fondés sur les prix et des mesures d'incitation pour que les entreprises participent aux innovations, appliquent des technologies propres et investissent dans la recherche-développement. Le commerce international devra relever le défi. Il faudra lever les obstacles au commerce des technologies propres ainsi qu'à l'entrée de nouvelles entreprises et améliorer les conditions pour la création d'entreprises, particulièrement au regard du constat de plus en plus évident que la nouvelle génération d'entreprises est une source d'innovations relativement plus dynamique International. Il faudra également promouvoir une coopération multilatérale plus efficace et inclusive en ce qui concerne la science, la technologie et la production de nouvelles connaissances. Une stratégie de développement durable se doit d'aborder ces questions et de s'attaquer aux défis liés à la coopération entre les pays, les mécanismes de financement, le renforcement des capacités et le transfert des technologies au plan international. La preuve étant donnée qu'il existe un potentiel considérable pour la poursuite du développement et de la mise en service des énergies renouvelables, des technologies d'accroissement des rendements énergétiques et autres technologies à faible émission de carbone, l'exploitation de ce potentiel sera critique pour le secteur de l'énergie en Afrique.
- (b) Les institutions nationales, régionales et mondiales ainsi que les partenaires de développement doivent collaborer pour aider les pays africains à atteindre les objectifs de développement durable. L'évolution des méthodes de production et des comportements en matière de consommation sont des éléments fondamentaux du développement durable. Elle doit permettre de réduire l'utilisation des rares ressources environnementales, de promouvoir les innovations techniques contribuant à l'amélioration de l'efficacité, à la sensibilisation de l'opinion, à l'amélioration des connaissances et au renforcement de la coopération et des partenariats régionaux et internationaux. Les interventions doivent s'appuyer sur un ensemble d'instruments, notamment des approches axées sur le marché, des réglementations et des normes, des mesures d'incitation, la recherche-développement, et des instruments axés sur l'information pour aider les consommateurs à choisir. L'établissement de prix corrects pour la pollution ou l'exploitation des rares ressources en imposant des taxes, des redevances sur les ressources naturelles ou des systèmes de permis échangeables devraient constituer des éléments essentiels de ces politiques, pour donner des signaux clairs du marché. Or, les instruments axés sur le marché seulement ne suffiront pas promouvoir le passage aux modes de consommation et de production durables. Il faudra adopter des règlements dans les cas où les dysfonctionnements du marché entraînent de faibles réactions aux signaux des prix ou quand il s'avère nécessaire

d'interdire complètement certaines activités, par exemple, la production et l'utilisation de produits toxiques. D'autres approches telles que les instruments facultatifs ou les mesures axées sur l'information telles que l'évaluation de l'efficacité énergétique et un mécanisme d'éco-étiquetage bien conçu peuvent jouer un rôle important en sensibilisant le consommateur et le producteur aux conséquences écologiques d'activités spécifiques et aux autres possibilités propres disponibles.

7. Intégration, suivi et évaluation des programmes et de leur exécution

- (a) Les pays ont besoin d'un soutien pour l'application des approches intégrées et outils à la gestion des piliers du développement durable. Il faudra instituer l'établissement et la soumission de rapports réguliers par les pays au Comité africain du développement durable (Afrique-CDD) par le canal de la CEA, et d'inscrire les questions liées aux conseils nationaux du développement durable à l'ordre du jour des réunions de ce comité afin d'assurer un examen approprié et régulier des exigences institutionnelles pour une concrétisation effective des engagements pris au titre du développement durable.
- (b) La CEA devrait renforcer ses activités pour promouvoir l'intégration harmonieuse des trois piliers du développement durable en Afrique. Elle attirera l'attention des pays de la région sur la nécessité d'accorder une place de choix à la désertification et à la sécheresse, qui représentent des défis majeurs pour le développement durable.
- (c) Elle devrait collaborer avec les autres institutions régionales et sous-régionales en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre des cadres pour le suivi et évaluation du développement durable de la région, la création d'une base de données pour faciliter le suivi de l'exécution et la fourniture d'une assistance technique aux pays dans en matière de stratégie, de politiques et programmes de développement durable.
- (d) Avec l'assistance des pays africains et des partenaires de développement, la CEA devrait mettre en place un mécanisme pour systématiquement et régulièrement compiler, traiter et stocker les données et informations sur chacune des composantes du développement durable dans la région. L'objectif est de fournir un accès facile aux données et informations dont ont besoin les décideurs et gestionnaires du développement pour suivre les progrès accomplis dans la concrétisation des engagements pris au titre du développement durables.
- (e) Elle devra continuer à diriger les réunions consultatives et les processus de suivi et d'évaluation des progrès accomplis en ce concerne la mise en œuvre des engagements par la région.
- (f) Il conviendra d'encourager la création de plateformes de dialogue pour toutes les parties prenantes sur le développement durable – régionales, sous-régionales et nationales – en vue de promouvoir une compréhension commune de ce que signifie le développement durable dans le contexte africain et comment mieux mettre en œuvre les engagements et mutualiser les enseignements tirés, et de déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, ainsi que les raisons.
- (g) La CEA devrait veiller à ce que les futurs rapports d'étape sur le développement durable soient établis selon une approche participative, chaque pays de la région produisant un rapport sur ses résultats.

Pour conclure, le développement durable n'est pas une option parmi les choix possibles pour la transformation des économies et des sociétés. Il s'agit plutôt d'un défi qu'il convient de relever pour assurer la survie à long terme. Cependant, il faut avoir à l'esprit que, dans la région, la priorité des priorités pour les Africains demeure l'élimination de la pauvreté et la création de richesses, la fourniture d'infrastructures et de services socioéconomiques ainsi que la sécurité alimentaire. Le principal défi réside dans le fait qu'un grand nombre de pays africains étant fortement tributaires de leurs ressources naturelles et l'économie rurale étant le secteur dans lequel travaille la majorité des pauvres qui pratiquent l'agriculture de subsistance, l'environnement reste très vulnérable face au développement économique et social ainsi qu'aux pratiques culturelles non viables.

Références

Banque mondiale (1989), *From Crisis to Sustainable Development: Africa's Long-Term Perspective*. Washington D.C.: World Bank.

Banque mondiale (1992), *Governance: The World Bank's Experience*. Washington D.C.: World Bank.

Banque mondiale, (1994), *Governance - The World Bank's Experience*. Washington, DC: World Bank

CEA et OCDE (2011), *Interim Mutual Review of Development Effectiveness in Africa (MRDE)*, available at <http://www.uneca.org/gpad/main110524mrde2011.html>

CNUCED (2010), *Economic Development in Africa Report 2010, South-South Cooperation: Africa and the New Forms of Development Partnership*, <http://www.unctad.org/templates/WebFlyer.asp?intItemID=5491&lang=1>

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (2008), *Sustainable Development Report on Africa Five-Year Review of the Implementation of the World Summit on Sustainable Development Outcomes in Africa (WSSD+5)*, Addis Ababa.

CUA (2011), *Status of Regional Integration in Africa*

FIDA (2011), *Rural Poverty Report*

Nations Unies (2003), *World Summit on Sustainable Development: Johannesburg, 2002, Political Declaration and Plan of Implementation*.

NPCA, NEPAD: *A Continental Thrust – Advancing Africa's Development* (2011)

OCDE (2008), *2008 Survey on Monitoring the Paris Declaration: Making aid more effective by 2010*

Programme des Nations Unies pour l'environnement (2006), *Africa Environment Outlook 2, Our Environment, Our Wealth*. Nairobi, Kenya

Programme des Nations Unies pour l'environnement (2008), *Indigenous Knowledge in Disaster Management in Africa*. Nairobi, Kenya.

Programme des Nations Unies pour le développement (2006), *Youth and Violent Conflict: Society and Development in Crisis*. New York.

Programme des Nations Unies pour le développement (2010), *Human Development Report 2010 The Real Wealth of Nations: Pathways to Human Development*. New York

